



The Fifth Estate: Think Tanks, Public Policy, and Governance **James G. McGann**

Washington D.C., Brookings Institution Press, 2016, 230 pages

Think Tanks, Foreign Policy and Geo-Politics: Pathways to Influence **Donald E. Abelson, Stephen Brooks et Xin Hua (dir.)**

Londres, Routledge, 2016, 208 pages

L'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche soulève bien des questions sur la production, le positionnement et l'avenir des *think tanks*, non seulement aux États-Unis mais aussi en Europe. La très grande majorité d'entre eux n'a pas anticipé sa victoire, remportée en dépit – ou plutôt à cause – du peu d'attention portée aux faits. Donald Trump a construit sa victoire sur une dénonciation systématique des élites politiques, médiatiques et intellectuelles traditionnelles et donc, indirectement, des *think tanks*. À Washington, la traditionnelle *revolving door* entre l'Administration et les *think tanks* est complètement perturbée. Plus profondément, le rôle des *think tanks* est directement remis en cause dans un environnement *post-truth* où les *fake news* et les déclarations mensongères semblent ouvertement assumées par le 45^e président des États-Unis d'Amérique, pays qui a érigé la liberté d'expression individuelle en principe constitutionnel. À la veille de son investiture, *The Washington Post* publiait une tribune résumant bien les interrogations en la matière : « Trump pourrait causer la disparition des *think tanks* tels que nous les connaissons¹. »

Parallèlement, et de manière sans doute trop discrète, les *think tanks* se réunissent régulièrement dans différents formats internationaux pour réfléchir à leurs missions et envisager les évolutions de leur métier, pratiqué très différemment selon les pays ou les modèles d'organisation. Leurs activités suscitent fréquemment la curiosité de journalistes souvent intéressés par la notion d'influence, ou d'universitaires, intéressés quant à eux par le positionnement hybride des *think tanks*. Cette curiosité alimente une production régulière d'articles ou d'ouvrages qui, en raison du point de vue de leurs auteurs, restent souvent descriptifs ou, au contraire, attachés à déconstruire le phénomène. Rares sont ceux qui témoignent d'une proximité suffisante pour embrasser sa totalité, tout en ayant un minimum d'ambition conceptuelle. Parmi les ouvrages récents consacrés aux *think tanks*, les travaux de Thomas Medvetz avaient marqué une avancée, alors que ceux de Laurence Shoup relevaient plus d'une approche idéologique². L'ouvrage de James McGann et celui dirigé par Donald Abelson, Stephen Brooks et Xin Hua ont été élaborés dans ce cadre historiographique, mais vont être lus dans le contexte de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, au risque de laisser au lecteur l'impression qu'ils ratent leur cible principale. Ce décalage chronologique rend en réalité leur lecture plus éclairante. Ces deux ouvrages apportent, de manières différentes, des éléments utiles au débat sur les *think tanks*.

1. J. Rogin, « Trump Could Cause “the Death of Think Tanks as We Know Them” », *The Washington Post*, 15 janvier 2017.

2. T. Medvetz, *Think Tanks in America*, Chicago, The University Press, 2012 ; L. Shoup, *Wall Street's Think Tank*, New York, Monthly Review Press, 2015.

Senior Lecturer à l'université de Pennsylvanie, James McGann y dirige le Think Tank and Civil Societies Program, qui publie tous les ans un classement mondial des *think tanks*, et contribue à l'organisation de rencontres régulières entre eux à travers le monde. Depuis longtemps convaincu de leur importance croissante, James McGann considère qu'ils représentent désormais aux États-Unis un cinquième pouvoir. Partant d'une définition volontairement large – les *think tanks* sont des institutions qui produisent de la recherche, de l'analyse et des conseils sur les politiques publiques –, il considère que leur facteur différenciant est moins leur affiliation ou leur indépendance que leur caractère temporaire ou pérenne. Selon lui, il existerait sept types de *think tanks* : autonome et indépendant, presque indépendant, affilié à une université, affilié à un parti politique, affilié à un gouvernement, presque gouvernemental et, pour finir, à but lucratif. L'histoire et le paysage des *think tanks* sont décrits à grands traits, avant que soient abordées les contraintes qui leur sont communes. Toutes ces structures sont confrontées au même défi : comment tenir un langage de vérité aux autorités publiques (*truth to power*) ou, *a minima*, alimenter les mécanismes de décision par leur expertise ? Afin d'évaluer leur impact, James McGann consacre un chapitre à des études de cas relevant de la politique intérieure, et un chapitre à des études de cas relevant de la politique étrangère. Ce dernier examine les dossiers suivants : prolifération nucléaire en Corée du Nord, stratégie du *surge* en Irak, redéploiement stratégique global des États-Unis, conséquences du 11 Septembre, Darfour, politique de relance en 2009 et, pour finir, sortie d'Irak. Sur chaque dossier, le rôle joué par un ou deux *think tanks* est analysé, en mettant en avant l'exploitation médiatique des travaux ou les contacts au plus haut niveau qu'ils ont permis.

Utilisant sa fine connaissance des *think tanks*, James McGann estime qu'ils sont tous confrontés, à des degrés divers, à quatre défis : la concurrence, le financement, la technologie et l'impact sur les politiques. C'est une manière de rappeler que les *think tanks* sont des entités tributaires des conditions économiques, sociales et politiques dans lesquelles elles opèrent, au même titre que des entreprises de droit privé. Ces défis partagés conduisent les principaux *think tanks* à nouer de nombreuses coopérations sur des thématiques de recherche, mais aussi, de plus en plus, sur leurs pratiques. Pour James McGann, ils ont un rôle spécifique, en particulier aux États-Unis et en Europe, pour contrecarrer l'approche de court terme qui préside aux choix politiques. Il leur faut, au contraire, attirer sans cesse l'attention par leurs travaux sur les tendances transnationales de long terme qui devraient servir de cadre à l'élaboration des politiques publiques. S'il se montre relativement confiant pour leur avenir, James McGann les invite à accélérer leur transformation par le numérique pour élargir et mieux segmenter leurs audiences.

Professeur de sciences politiques à l'université Western Ontario, Donald Abelson concentre, depuis plusieurs années, ses recherches sur les *think tanks* spécialisés sur les questions internationales¹. Constitué de onze chapitres, l'ouvrage qu'il a co-dirigé avec Stephen Brooks, professeur de sciences politiques à l'université de Windsor, et Xin Hua, professeur associé de sciences politiques à l'université de Shanghai, propose un tour du monde des *think tanks* en se concentrant sur l'Europe

1. Voir notamment, D. Abelson, « Old World, New World: The Evolution and Influence of Foreign Affairs Think-Tanks », *International Affairs*, n° 1, 2014.

(Allemagne, Grande-Bretagne, Pologne et Espagne), l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), et la Chine. À l'instar de celui de James McGann, cet ouvrage ne s'intéresse guère au phénomène dans l'espace post-soviétique, au Moyen-Orient, et encore moins en Afrique. Néanmoins, il apporte du neuf et n'hésite pas à aborder des questions qui peuvent fâcher certains *think tankers*.

Ces derniers sont tous confrontés au « paradoxe de l'abondance ». Alors que la demande pour la production des *think tanks* est totalement élastique et les barrières à l'entrée très basses, leur offre évolue peu et rares sont les entités qui décident de quitter le marché (début 2016, FRIDE a néanmoins fermé ses portes). À l'abondance d'informations et d'analyses gratuitement accessibles répond une réduction de l'attention des consommateurs ; ce paradoxe accentue l'effet de marque pour se singulariser, et par voie de conséquence, les stratégies de marque élaborées et conduites par les *think tanks*. Cela conduit naturellement les universitaires à chercher à mesurer leur influence, réelle ou supposée, ainsi que les enjeux de réputation. Selon Donald Abelson, les dirigeants de *think tanks* consacreront l'essentiel de leur énergie à créer et à entretenir une illusion d'influence. Pas tous, serait-on tenté de lui répondre, car là non plus il n'est guère possible de porter un jugement englobant l'ensemble de l'*industry* des *think tanks*. Le débat traditionnel entre *policy research* et *political advocacy* serait aussi vain. Selon Donald Abelson, ces deux activités sont constitutives pour tous les *think tanks*. Se présenter comme « indépendant » serait un cliché. À l'image d'un pendule, les *think tanks* favorisent l'une ou l'autre activité en fonction de leurs histoires, de leurs financements et de leurs missions. Quel que soit le modèle, il rappelle une évidence parfois oubliée : la valeur des *think tanks* dépend de leur crédibilité intellectuelle à l'égard de leurs partenaires, qui ne se limitent évidemment pas à leurs financeurs. Dans sa conclusion, Donald Abelson démonte un point clé de l'argumentaire des *think tanks* : le lien de causalité et de proportionnalité entre leur degré d'exposition publique et leur degré d'influence politique. Si elle est réelle, cette influence n'est souvent pas visible et ne peut se résumer au nombre de citations dans les médias, de publications ou de débats organisés.

Ces deux ouvrages illustrent la réflexion que les *think tanks* conduisent, de manière continue, sur leur métier, mais soulignent indirectement que la notion d'influence qui leur est associée n'est sans doute pas la plus pertinente pour le faire.

Thomas Gomart
Directeur de l'Ifri

RELATIONS INTERNATIONALES

DANSER SUR UN VOLCAN. ESPOIRS ET RISQUES DU XXI^E SIÈCLE

Nicolas Baverez
Paris, Albin Michel, 2016,
248 pages

Le dernier ouvrage de Nicolas Baverez offre un morceau de bravoure, qui consiste à essayer d'expliquer simultanément les transformations du capitalisme, le retour des conflits et la relation entre les deux. Le terme de *disruption* pourrait résumer le nouveau siècle : une série d'événements très peu probables mais dont l'effet de propagation et de dommage « génère une incertitude radicale ». Nicolas Baverez est surtout connu pour ses positions déclinistes, qui fustigent habituellement l'excès de dépenses publiques, l'incapacité de la France à réformer son économie, l'immobilisme social, etc. L'ouvrage leur est fidèle, mais il nuance le propos et élargit son diagnostic au reste de l'Occident. Le capitalisme connaît une évolution majeure qui met à mal les États développés : la révolution numérique non seulement permet de contourner les frontières et rend obsolète le système fiscal sur lequel repose l'État providence, mais elle profite d'abord à quelques oligopoles américains.

Sur le plan interne, l'Occident voit s'accroître la polarisation des territoires et l'aggravation des inégalités, tant pour les statuts que pour les capacités des individus, et en premier lieu celles de la connaissance. Une société de la rente étouffe la concurrence nécessaire à la préservation d'un capitalisme dynamique et créatif, susceptible de rebattre les cartes entre individus. Les classes

moyennes sont menacées, et les pauvres doivent s'endetter pour faire face à la réduction de leur pouvoir d'achat. Deux types de politiques économiques tentent de lutter contre la stagnation : les Américains parient sur la croissance et l'emploi au risque de l'érosion des actifs (comme de leur monnaie), alors que les Allemands (et peut-être bientôt les Chinois) privilégient la stabilité et la transmission du patrimoine. Les économies occidentales sont bousculées par les puissances émergentes, mais l'auteur sait nuancer l'habituel panégyrique de ces dernières. Ainsi, ce qu'il sacrifie à l'afro-optimisme, il le reprend dans une description lucide de la fragilité des « puissances » africaines montantes.

Le clivage principal ne sépare plus le Nord et le Sud, mais des « modes de régulation du capitalisme et des régimes politiques libéraux ou autoritaires ». Avant de juger sur des critères moraux, il s'agit d'abord d'évaluer la capacité de ces modes à assurer leur survie. La « capacité à s'adapter » est essentielle, et si l'Occident dispose d'atouts indéniables pour ce faire, il perd du terrain face aux émergents. Mais l'émergence montre aussi ses limites. La polarisation des revenus, encore plus brutale dans ces sociétés, pousse les régimes à trouver des dérivatifs, comme le nationalisme ou la religion. La Russie et le monde arabomusulman sont l'expression de ce « retour de la géopolitique » qui caractérise le XXI^e siècle. L'impasse d'un capitalisme inégalitaire sous-tend cette « revanche de l'histoire », dont l'expression la plus tragique est la résurgence des guerres. « La guerre de religion mondiale lancée par le fondamentalisme islamique » fournit une matrice majeure, mais les ambitions de puissance des autres États révisionnistes de l'ordre occidental sont également

inquiétantes. La gouvernance mondiale est devenue un exercice délicat, eu égard au retour de la primauté des intérêts nationaux et de l'opposition entre modes de régulation. La « fin des compromis » empêche de gérer efficacement les biens publics mondiaux et menace donc l'ensemble de l'économie mondiale et des sociétés de la planète.

L'ouvrage s'achève sur un plaidoyer appelant à opposer un « fanatisme de l'humanité » aux fanatismes de nationalité (selon une expression d'Élie Halévy). Livre dense et sans jargon, aux prises de position parfois audacieuses ou schématiques, mais honnête dans son argumentation et l'illustration de ses propos, l'ouvrage de Nicolas Baverez fournit une grille de lecture tout à fait valable et pratique du monde actuel.

Yannick Prost

SANTÉ MONDIALE. ENJEU STRATÉGIQUE, JEUX DIPLOMATIQUES

Dominique Kerouedan et
Joseph Brunet-Jailly (dir.)
Paris, Presses de Sciences Po,
2016, 448 pages

Cet ouvrage collectif rassemble 18 contributions issues d'un colloque de la chaire « Savoirs contre pauvreté » du Collège de France, de praticiens de la santé et d'enseignants-chercheurs.

La perspective choisie se veut résolument critique, ce qui se marque par l'emploi du terme de santé mondiale à la place de celui de santé globale, dont les connotations sont dénoncées dès l'introduction. L'objectif général de l'ouvrage est de « lever le voile sur la santé globale et découvrir les réalités

de la santé mondiale et toutes les problématiques à l'œuvre : les enjeux, les stratégies, les jeux diplomatiques ». L'introduction propose donc une grille d'analyse ambitieuse, mais qui reste discutable avec des hypothèses parfois infalsifiables.

La première partie s'intéresse au contexte des (en)jeux de la santé mondiale, caractérisé par les conflits et les rapports de domination (avec des contributions abordant la place de l'Afrique dans la mondialisation, les conflits entre États et ONG, la pression des institutions internationales, la violence génocidaire et les guerres civiles). La deuxième partie présente la santé comme objet de politique étrangère, s'intéressant principalement aux stratégies d'acteurs (dans les diplomaties française, ivoirienne, brésilienne, et à la santé comme enjeu d'ingérence humanitaire). La troisième partie étudie les interventions de certains acteurs internationaux (comme le Groupe diplomatie et santé, le projet « Soins de santé en danger » du CICR, la coopération ACP-UE...). Enfin, la quatrième partie explore le rôle des représentations, avec deux contributions analysant la construction sociale des épidémies et la place de la justice dans l'éthique médicale.

Ces contributions éclectiques et souvent bien informées fournissent des éclairages bienvenus sur des thèmes d'ordinaire peu évoqués. Une des questions les plus intéressantes soulevées porte sur les arbitrages qui sont réalisés dans le domaine de la santé mondiale dans un contexte de ressources limitées. Comment arbitrer entre droits individuels et droits collectifs ? Sur quels critères devraient être fondés ces choix politiques ? La réponse à ces questions dépasse l'ambition de l'ouvrage car, comme le notent les co-directeurs en

conclusion, il ne permet d'arriver « qu'à la moitié du chemin ».

En revanche, l'ouvrage s'intéresse aux arbitrages effectués et aux mécanismes qui les produisent. C'est en particulier la tâche de l'introduction, des propos d'étapes et de la conclusion, qui tirent ainsi un fil rouge donnant de l'unité à l'ouvrage. Mais cette recherche des « raisons plus profondes » et ce souci de montrer ce qui se passe « sous le manteau de protection de la santé » n'échappent pas à une tentation réductionniste. Celle-ci conduit par exemple à nier la pluralité des intérêts des acteurs, voire leur autonomie. Elle conduit également à méconnaître le fait que la recherche de l'efficacité n'est pas seulement « promue par les financiers ». Par ailleurs, la définition de l'efficacité ne se réduit pas à l'efficacité financière : il apparaît abusif de dire que « chez tous ces nouveaux acteurs [...] le souci de la gestion des fonds prime absolument sur le résultat en termes de santé humaine, de morbidité ou de mortalité ».

Le débat démocratique sur les enjeux de santé mondiale que les directeurs de l'ouvrage appellent de leurs vœux est nécessaire, mais il requiert l'élaboration d'un cadre théorique approprié.

Auriane Guilbaud

**COMPRENDRE L'ISLAM POLITIQUE.
UNE TRAJECTOIRE DE RECHERCHE SUR
L'ALTÉRITÉ ISLAMISTE, 1973-2016**

François Burgat

Paris, La Découverte, 2016,
264 pages

François Burgat, c'est d'abord un style ciselé, élégant et efficace. La métaphore

qui fait mouche, l'impertinence qui donne à penser sont chez lui au service d'une thèse d'une remarquable stabilité depuis les années 1980 : derrière le lexique islamique auquel ont recours les acteurs islamistes se cachent des causes toutes profanes, sociales et politiques. Et ce retour massif au « parler musulman », moins sacré qu'il n'est endogène, se traduit par une extrême diversité d'appropriations. En récusant toute relation causale stable entre islam et action politique, son analyse échappe aux travers de l'approche culturaliste dont Gilles Kepel s'est fait le chantre. Ce qui n'est pas la moindre de ses qualités.

À la fois scientifiquement et politiquement incorrect, Burgat nous offre ici une ego-histoire étonnamment humble, truculente et au moins aussi passionnante que celle qu'Olivier Roy a consacrée à son propre parcours dans *En quête de l'Orient perdu* (Seuil, 2014). De l'ombre de son clocher de Savoie, où il a très vite l'intuition qu'il n'abrite pas le seul universel possible, à ses multiples expériences professionnelles et personnelles en pays arabes (Algérie, Égypte, Yémen, Syrie, etc.), en passant par son tour du monde de jeunesse et les enseignements du terrain français, l'auteur nous offre une perspective grand angle sur une riche trajectoire au cœur d'une altérité – arabe et musulmane – souvent diabolisée. Aux arguties théoriques qui peuvent à juste titre le rebuter chez nombre de ses collègues politistes qui oublient de se référer à leur terrain, François Burgat préfère le « pragmatisme méthodologique ».

Avec générosité, il nous embarque dans une aventure humaine et intellectuelle où, à coups d'analyses politiques mais aussi d'anecdotes savoureuses, il donne à voir ce que la fabrique des

idées, la production d'un savoir scientifique doivent à l'expérience et à la perception intime, mais aussi à une méthode qualitative, celle de l'immersion prolongée dans les sociétés complexes qu'on se propose, dans l'idéal, d'abord de comprendre et ensuite d'expliquer. François Burgat défend avec conviction une science politique inductive, comparative et dialogique, élaborée en interaction avec son objet d'étude. Mais cette proximité, jugée suspecte, a un coût élevé : « l'ami des égorgeurs » comme il a pu être vite catalogué dans les années 1990, a longtemps été victime d'un ostracisme aussi bien du milieu politique que médiatique, mais aussi (surtout ?) académique.

C'est peut-être la virulence des réactions à ses thèses qui peut quelquefois le pousser à épouser un registre normatif et militant : les « égoïsmes » occidentaux sont alors dénoncés et la « responsabilité » des dominants non musulmans dans les phénomènes de radicalisation rappelés. Quoi qu'il en soit, cette approche « tiers-mondiste » – comme la qualifie Olivier Roy – nous semble aujourd'hui essentielle (quoique non exclusive d'autres paradigmes explicatifs) pour comprendre ces violences qui sont perpétrées ici comme ailleurs au nom de l'islam. Elle replace au cœur de l'analyse, et sur le temps long, la domination pérenne du Nord sur le Sud, mais aussi « le dérèglement de la sphère du politique, le dysfonctionnement des mécanismes de représentation et d'allocations des ressources entre les composantes du tissu politique ». Elle rappelle donc que l'affrontement, loin d'être imputable à l'islam, relève avant tout d'une matrice non religieuse.

Alix Philippon

WHAT IS A REFUGEE?

William Maley

Londres, Hurst, 2016, 280 pages

L'ouvrage de William Maley explique et rétablit la complexité des causes à l'origine des mouvements forcés de population.

Sans États, les réfugiés, qui sont le produit de l'ordre westphalien établi en 1648, n'existeraient pas. Cet ordre consacre la souveraineté des États nations et les réfugiés sont les « autres », ceux que l'on expulse pour asseoir une prétendue homogénéité du peuple ou une idéologie. Les réfugiés sont également les victimes des échecs et des défaillances d'États en décomposition. La Paix de Westphalie est un accord sur les frontières ; elle n'instaure pas le contrôle de ces frontières. Celui-ci se développe plus tard avec la création des passeports, des visas, et enfin de bureaucraties dont les missions sont de traiter de manière rationnelle et mécanique des situations relevant de l'humanisme et de la compassion.

Pour autant, selon William Maley, les États font aussi partie de la solution. La question des réfugiés est une affaire de diplomates, en particulier lorsqu'il s'agit de partager les responsabilités de l'accueil. La diplomatie a toutefois ses limites. Si des organisations internationales comme le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés proposent un cadre de négociation, l'auteur souligne que l'asymétrie des puissances n'est pas favorable à une plus grande solidarité avec les pays pauvres qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés dans le monde. La diplomatie a également ses contradictions. L'accord entre l'Union européenne et la Turquie de mars 2016 constitue un cas d'école, où un

ensemble de 500 millions d'habitants représentant un quart de la richesse mondiale se place en position de faiblesse face à son voisin turc pour des considérations de court terme.

L'auteur ne présente pas l'utilisation de la force ou les interventions humanitaires comme intrinsèquement contraires au système westphalien. À l'inverse, il rappelle les travaux de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États au début des années 2000. Ils ont souligné que la souveraineté des États leur imposait des responsabilités. La première est de protéger les populations au niveau interne comme au niveau international. La Responsabilité de protéger remet ce concept de protection au centre de la question des réfugiés. Au fil des nombreuses références historiques qui parcourent l'ouvrage, nous apprenons d'ailleurs que ce concept constituait la pierre angulaire de la définition de réfugié, proposée par les premières conventions internationales sur ce sujet avant la Seconde Guerre mondiale. Les rédacteurs de la Convention du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, lui préféreront la notion, plus restreinte, de persécution.

L'auteur regrette que l'intervention en Libye en 2011 ait profondément endommagé cette Responsabilité de protéger. De même, il souligne que l'hospitalité n'est pas un attribut de l'État, mais une relation humaine. L'ouvrage est rythmé par nombre d'histoires et de récits individuels du passé et d'aujourd'hui. Professeur à Canberra, William Maley puise ses exemples dans les conséquences les plus absurdes, et souvent tragiques, de la politique d'asile australienne, présentée par un nombre croissant de responsables européens comme un modèle. En somme, *What Is a Refugee?*

présente la question des réfugiés de manière exhaustive, en restant accessible et surtout sans jamais perdre de vue le véritable enjeu : la protection de l'intégrité et de la dignité de la vie humaine.

Matthieu Tardis

HIDDEN POWER – THE STRATEGIC LOGIC OF ORGANIZED CRIME

James Cockayne

Londres, Hurst, 2016, 448 pages

Juriste de formation, James Cockayne travaille à l'ONU et s'intéresse aux stratégies d'influence des organisations criminelles. Prenant le contre-pied des observateurs qui sous-estiment les capacités conceptuelles et relationnelles des mafias, *Hidden Power* explore les logiques qui poussent ces entités à entrer en relations étroites avec les centres de décision politique, les structures partisans, les appareils de force, à les associer à leurs opérations d'extraction, puis à en faire des outils de gouvernement à usages propres. L'idée-force qui sous-tend ces développements est simple : au-delà de la quête du profit, le crime organisé vit par et pour le pouvoir. Si l'opportunité se présente, ses représentants sont parfois conduits à maximiser leurs rentes en s'appropriant une partie des ressources étatiques et en s'attribuant des fonctions de médiation. Mais sans assumer les obligations formelles qui pèsent sur les politiques et les fonctionnaires. Pour se maintenir, le pouvoir criminel doit rester un pouvoir caché. D'où ses affinités culturelles avec les réseaux de haute corruption et les organismes d'État à faible visibilité sociale mais fort tropisme de désinformation.

S'agissant de son architecture, *Hidden Power* obéit à un découpage ternaire. La première partie expose le cadre conceptuel de l'ouvrage. On y trouve un récapitulatif des travaux universitaires sur les relations du politique et du criminel, ainsi que sur les techniques de pouvoir préférentielles des mafias. La partie la plus stimulante de l'ouvrage est la deuxième. Elle expose différents modes d'articulation entre élites déviantes. Au programme : la machine new-yorkaise du Boss Tweed, les racines de la mafia et son implantation aux États-Unis, les conflits opposant les familles de Cosa Nostra avant et après la levée de la Prohibition, le système de gouvernance établi par Luciano, les alliances passées en Sicile avec les autorités d'occupation (AMGOT), les rapports avec les mouvances sécessionnistes siciliennes et les partis de gouvernement au temps de la guerre froide, la *joint-venture* cubaine, enfin les opérations de réimplantation menées dans les Caraïbes suite au fiasco de la baie des Cochons... Chacun de ces épisodes a été abondamment traité dans la littérature spécialisée. Néanmoins, une rapide comparaison révèle l'originalité des aperçus sociologiques et économiques fournis par James Cockayne. Mention particulière, de ce point de vue, au chapitre 9, qui montre comment la mafia apprend de ses échecs stratégiques et s'applique le cas échéant à modifier son environnement. Pour finir, la troisième partie expose les stratégies de positionnement ouvertes aux organisations criminelles, selon qu'elles optent pour une logique d'arrangement, ou de confrontation, avec les instances politiques.

En résumé, *Hidden Power* est un ouvrage très fourni, appuyé par un appareil critique de haut niveau (plus de 120 pages de notes). Les portraits des leaders mafieux évitent le piège

du manichéisme bureaucratique. Et l'ensemble ne peut qu'enrichir la compréhension des forces disruptives qui génèrent de nouvelles structures de gouvernement hybrides, intégrant les mouvances criminelles et/ou terroristes. À signaler, également, les mises en garde ciblant les croisades pseudo-démocratiques (Irak, Afghanistan, Libye) menées par des décideurs politico-militaires sans grande jugeote.

Jérôme Marchand

HISTOIRE

TERRE NOIRE. L'HOLOCAUSTE ET POURQUOI IL PEUT SE RÉPÉTER

Timothy Snyder

Paris, Gallimard, 2016, 608 pages

Ce livre a été attendu par la communauté des historiens de la Shoah autant qu'il a déçu, recevant un accueil prudent mais généralement négatif. Publié après *Terres de sang* – mieux accueilli – *Terre noire* propose à nouveau une approche territoriale de la violence de masse qui a provoqué des millions de morts au cœur de l'Europe des années 1940. Les *Terres de sang* – une Europe médiane des Pays baltes à l'Ukraine – semblaient générer des morts *sui generis*, vaguement expliqués cependant par le choc titanesque de deux empires expansionnistes et totalitaires, le nazi et le soviétique.

Terre noire part d'une vision idéologique – on pourrait dire ultra-intentionnaliste mais aussi totalisante – du national-socialisme. Hitler aurait développé sa vision dès avant la publication de *Mein Kampf* jusque dans ses

derniers écrits. Timothy Snyder décrit cette vision d'un «état de nature» anarchique et «écologique», idéal et qu'il fallait retrouver, corrompu qu'il avait été par l'ensemble des inventions humaines, dont la science, invention juive et bolchévique. «Dans l'écologie de Hitler, la planète était gâtée par la présence des juifs, qui défiaient les lois de la nature en introduisant des idées corruptrices», écrit Snyder. Cette vision ultra-écologique n'était pourtant qu'une part de l'idéologie d'Hitler. Le nazisme mit aussi en avant la science et les techniques, qu'il finança largement. *Mein Kampf* contient bien plus d'idées que celle d'une écologie absolue qui voit tout processus civilisationnel comme une dégénérescence ; on y trouve en particulier l'idée d'une primauté de l'État nazi, celle de la construction du NSDAP pour contrôler l'ensemble de la population allemande, etc.

Par ailleurs, dans l'édifice explicatif de l'auteur, il n'est pas dit comment cette idéologie extrême fut partagée par les centaines de milliers de bourreaux. Hitler y apparaît d'une puissance démoniaque ; Snyder fait fi des centaines d'études sur les différentes administrations allemandes et européennes, sur les organisations nazies et sur les opinions publiques, qui montrent la disparité des attitudes face au projet des dirigeants allemands. Parmi les nombreuses sous-thèses de l'ouvrage, dont bien peu ont convaincu malgré l'inventivité de l'auteur, celle de la disparition de l'État comme condition de la Shoah a été beaucoup discutée. Il s'agit là encore d'une approche centrée sur la Pologne. L'idée de la disparition de l'État est elle-même, à lire Timothy Snyder, peu claire. Comment prétendre que l'État néerlandais avait disparu, alors que son administration était intacte et que le gouvernement en exil

était remplacé par un gouvernement de secrétaires généraux des ministères – qui collabora avec l'occupant ? Cette idée ne fait que compliquer à l'envi un débat déjà passablement brouillé sur les différentiels de survie des juifs d'un pays à l'autre. Comment dire que l'État grec fut plus démantelé que celui de la Hongrie pour expliquer l'assassinat de presque tous les juifs de ces deux pays ?

La conclusion se veut une réflexion sur les défis d'aujourd'hui et rejoint des analyses – rejetées par la plupart des historiens de la Shoah – sur les similitudes entre les tensions provoquées par les atteintes à l'environnement et le réchauffement climatique d'une part, et la Shoah d'autre part. L'ouvrage, d'une grande érudition, et dont la lecture n'est pas aisée, peine à fournir une nouvelle et unique explication de la destruction de six millions de juifs d'Europe.

Jean-Marc Dreyfus

NOS ARMÉES AU TEMPS DE LA V^E RÉPUBLIQUE

Michel Forget

Paris, Economica, 2016,

208 pages

Le général de corps aérien Michel Forget, ancien pilote de chasse, a eu une carrière très riche dans l'armée de l'Air française. Depuis qu'il a quitté le service actif en 1983, il se consacre à des études sur la défense et publie régulièrement sur ces sujets. Son dernier ouvrage offre une intéressante perspective historique (1958-2016) sur les armées françaises.

Le livre s'ouvre sur la fin de la guerre d'Algérie qui marque une première rupture franche pour la défense française. La seule armée de Terre passe de 700 000 à 300 000 hommes et, entre 1962 et 1965, 5 000 officiers sont contraints de quitter le service actif. S'ouvre alors une période de refondation et de modernisation, avec un budget de la défense jamais inférieur à 4 % du PIB dans les années 1960. Deux événements majeurs contribuent à définir la stratégie de défense française pour la période à venir : la place prépondérante prise par la dissuasion nucléaire et le retrait du commandement intégré de l'OTAN.

Le début des années 1970 est ponctué par une crise sérieuse dans les armées, symbolisée par «L'appel des cent» de mai 1974, les Comités de soldats et des manifestations d'appelés. Mais cette époque voit aussi l'effort de modernisation des équipements se prolonger et s'ouvrir une ère d'opérations extérieures (Mauritanie, 1977 ; Tchad et Kolwezi, 1978, etc.) qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Contrairement à ce qui était attendu, l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 marque une continuité, avec la poursuite de la stratégie de dissuasion, des programmes d'équipements et des interventions extérieures.

La fin de la guerre froide constitue bien entendu un nouveau tournant majeur, qui entraîne en particulier la professionnalisation, annoncée en 1996 par le président Jacques Chirac. S'ensuit la mise en œuvre de nouveaux modèles d'armées. Ils sont rapidement invalidés par «l'échec» de deux Lois de programmation militaire (1997-2002 et 2002-2008), la dernière présentant, par exemple, un manque de 11 milliards par rapport aux dépenses prévues pour les équipements.

L'arrivée du président Nicolas Sarkozy en 2007 signale un infléchissement

stratégique, avec le plein retour de la France dans l'OTAN. Mais d'importantes ambitions dans le domaine de la défense entrent en concurrence avec les déflations prévues, comme la réduction de la flotte d'avions de combat de l'armée de l'Air de 300 à 240 appareils. L'auteur décrit particulièrement bien la réforme des soutiens des années 2000, basée sur une mutualisation entre armées et organismes censée produire des économies de fonctionnement. Ses arguments en sa défaveur sont convaincants. Le début de la présidence de François Hollande poursuit sur la lancée, mais les attentats de janvier 2015, et les insuffisances de notre modèle d'armée mises au grand jour par le déclenchement de l'opération Sentinelle finissent par infléchir cette politique.

Le général Forget ébauche une très intéressante mise en perspective de notre politique et de notre outil de défense, avec une analyse convaincante de ses forces et de ses faiblesses actuelles. Il est dommage que l'auteur ne cite quasiment pas de sources et que nulle bibliographie ne figure en fin d'ouvrage. De plus, les opérations extérieures, qui, pourtant, sont au cœur de notre défense depuis une quarantaine d'années, ne sont qu'évoquées. L'ouvrage est cependant à recommander à tous ceux qui s'intéressent aux évolutions de la défense française.

Rémy Hémez

LA QUESTION ALLEMANDE. HISTOIRE ET ACTUALITÉ

Lucien Calvié

Paris, Éditions du Cygne, 2016,
144 pages

Germaniste de formation, professeur émérite à l'université Jean Jaurès de

Toulouse, Lucien Calvié livre un essai consacré à l'histoire et à l'actualité de «la question allemande» qui fait froid dans le dos. L'auteur affirme qu'il a «essayé d'examiner [...] les conditions et les modalités de la marche de l'Allemagne, à partir de 1949, vers une forme renouvelée d'hégémonie européenne, débouchant sur un retour à une politique de puissance à l'échelle de la politique mondiale». Le double leitmotiv de cet ouvrage est donc la continuité entre le II^e, puis le III^e Reich, et l'Allemagne d'aujourd'hui d'une part, et sa quête de puissance et d'hégémonie d'autre part.

Pour défendre son propos, l'auteur n'y va pas avec le dos de la cuillère, puisqu'il estime, se répétant, qu'on «assiste désormais à la révélation progressive d'une nouvelle grande puissance allemande, agissant de façon autonome à l'échelle européenne». Il s'insurge contre la naïveté et les erreurs françaises : on n'aurait pas compris que «le projet européen était pour l'Allemagne, après les atrocités nazies, surtout un moyen de réhabilitation et de reconstruction. Cet objectif ayant été atteint en 1990, l'Allemagne est désormais passée à l'échelon supérieur de l'hégémonie, dans l'Union européenne et de la puissance mondiale en devenir». Or «l'Allemagne impose son inexorable contrainte à la majeure partie de l'Union européenne, et Bruxelles n'est vue que comme un relais ou prête-nom de Berlin, une manière de *kommandantur* bruxelloise des années 1940 dans une version plus civilisée».

De cette réflexion, l'auteur passe à une lettre ouverte écrite par Jean-Christophe Cambadélis à la mi-juillet 2015 (à propos du traitement allemand de la Grèce) qui, selon lui, «a le mérite, sur un ton retenu, de poser la question, généralement passée sous silence,

de la continuité entre l'Allemagne hitlérienne et celle de Merkel, Schäuble et même du social-démocrate Sigmar Gabriel». Cette continuité explique aussi les inquiétudes de l'auteur, qui souligne «qu'au xx^e siècle, l'Allemagne s'est plutôt distinguée par son non-respect des traités internationaux», constatation qui l'amène à évoquer «la question tout de même inquiétante – en raison des fortes capacités budgétaires du pays, le budget militaire de l'Allemagne étant aujourd'hui déjà supérieur, chose peu connue, à celui de la France – d'un possible armement nucléaire pour l'Allemagne»... Or pour l'auteur, cette question se pose d'autant plus que les Allemands, après l'unification, sont responsables de la «destruction de la Yougoslavie», de la «mise à genoux financière et politique de la Grèce», et d'un «interventionnisme agressif en Ukraine» dirigé contre «le pouvoir légal en place», «afin de régler leurs comptes avec la Russie». Il va sans dire que l'auteur regrette beaucoup l'acceptation par les alliés de l'unification allemande, menée «au pas de charge», et concédée à Gorbatchev pour «refiler le problème allemand aux Occidentaux». Ainsi, pour Lucien Calvié, «l'unification allemande apparaît comme un élément majeur d'une montée générale en Europe des revendications régionalistes, autonomistes, séparatistes, communautaristes, indépendantistes et nationalistes».

Voilà. On comprend bien que si l'Europe va aussi mal, c'est la faute de l'Allemagne. Il faut donc d'urgence reconstruire la ligne Maginot. Vite, bien, mais surtout pas à l'ancienne.

Hans Stark

ÉCONOMIE

ET LES FAIBLES SUBISSENT CE QU'ILS DOIVENT ?

Yanis Varoufakis

Paris, Les Liens qui Libèrent, 2016,
448 pages

Yanis Varoufakis, économiste et ministre grec des Finances du gouvernement Tsipras de janvier à juillet 2015, expose ici sa vision de l'Europe et dit tout le mal qu'il pense de l'architecture actuelle de la zone euro.

Si l'auteur consacre le premier tiers du livre à étudier les faiblesses du système monétaire de Bretton Woods, en vigueur de 1944 à 1971, c'est pour mieux illustrer le cœur de son argument : la zone euro n'est qu'une sorte de « Bretton Woods européen », condamnée à s'effondrer car reposant sur des parités fixes rigides, sans aucun mécanisme de recyclage des excédents. La crise que l'Europe traverse depuis 2009 n'aurait donc rien d'une guerre entre cigales méditerranéennes et fourmis germano-nordiques.

Les chapitres consacrés aux vices de conception de la zone euro sont certainement les plus pertinents. Jacques Delors avait compris qu'il fallait une dette et une politique d'investissement communes pour compléter l'Union économique et monétaire (UEM). Non sans cynisme, François Mitterrand lui avait répondu qu'une union politique devait fatalement suivre. Pronostic erroné, et pour cause : depuis l'avènement de la 5^e République, les élites françaises ont régulièrement cherché à museler l'Allemagne en s'appropriant sa crédibilité monétaire, ce qui a contraint la France à devenir le

premier État européen à se soumettre à l'austérité en 1982. La suite était dès lors écrite : l'euro allait inexorablement creuser le fossé entre économies excédentaires et déficitaires. Au passage, on se délectera de l'hommage rendu à Margaret Thatcher, seule dirigeante selon l'auteur à avoir compris la logique centrifuge et apolitique de l'UEM.

Au fil des pages, cependant, le malaise s'installe. La germanophobie de l'auteur transparait de plus en plus. La mise en place de la zone euro s'apparenterait à la constitution de l'Allemagne prussienne. L'actuel président de la Bundesbank, Jens Weidmann, se moquerait de la cohésion de l'union monétaire, tandis que Wolfgang Schäuble, à la tête des finances allemandes depuis 2009, entendrait contrôler les budgets des États membres. Les références aux souffrances subies par le peuple grec au cours de l'occupation nazie pululent, et les technocraties de Bruxelles et de Francfort sont mêmes qualifiées de « force d'occupation ».

Par ailleurs, on ne peut que déplorer les contradictions de l'auteur et ses analyses très partiales. Il admet à juste titre que l'entrée de son pays dans la zone euro était une erreur historique, et pressent qu'un « Grexit » serait une catastrophe. Il semble néanmoins exonérer ses prédécesseurs de leurs responsabilités. Pourtant, ce sont eux qui ont voulu à tout prix adopter la monnaie unique, puis qui ont été incapables de réformer le système fiscal grec et d'atteindre l'équilibre budgétaire alors que la croissance du PIB dépassait en moyenne 4 % entre 2001 et 2007. Lorsqu'il dénonce la dictature des règles technocratiques, il se garde bien de préciser que si les critères de Maastricht avaient été

scrupuleusement respectés à la fin des années 1990, les pays périphériques n'auraient pas été admis dans l'UEM, ce qui leur aurait évité la pire crise économique de l'après-guerre.

En dépit de ses défauts, l'ouvrage est digne d'intérêt, et plusieurs de ses propositions destinées à remodeler l'architecture européenne méritent d'être examinées.

Norbert Gaillard

LA FACE CACHÉE DE L'ISLAMISATION. LA BANQUE ISLAMIQUE

Yassine Essid

Paris, Éditions de l'Aube, 2016,
176 pages

Laurent Weill, fondateur et responsable scientifique de l'Executive MBA « Finance islamique » à l'université de Strasbourg, classe les individus qui s'intéressent à la finance islamique selon la règle des « 3 C » : les curieux, les croyants et les cupides.

Le livre de Yassine Essid évacue de son champ d'analyse les deux premières catégories pour se focaliser principalement sur la dernière : les « imposteurs ». Ce ne sont donc pas les chercheurs « curieux » de comprendre ni les « croyants » à la recherche d'un sens qu'il incrimine, mais plutôt certains « économistes [...] qui ne cessent de colporter des idées fausses qui contribuent puissamment à une imposition [...] ».

Sous le titre de l'ouvrage, c'est donc une analyse critique de la finance islamique qui se cache puisque deux chapitres sur les cinq que compte l'ouvrage sont consacrés directement

à la notion de *riba* (intérêt et usure), notion déjà condamnée par Aristote dans *l'Éthique à Nicomaque*. Ce dernier précise : « L'intérêt est de l'argent issu d'argent, et c'est de toutes les acquisitions celle qui est la plus contraire à la nature. » Or la finance islamique est définie par la *charia*, loi canonique musulmane régissant la vie religieuse, politique, sociale et individuelle. Ses préceptes interdisent de recevoir et de verser un intérêt, car le débiteur supporterait seul la totalité du risque associé à un projet d'investissement. La *charia* interdit également les transactions déconnectées de l'économie réelle et menées à des fins purement spéculatives. Toute transaction financière doit donc être adossée à un actif tangible. La *charia* prohibe l'investissement dans des activités non éthiques ou considérées comme *haram*, c'est-à-dire illicites. Il en résulte que la finance islamique vise à servir avant tout les hommes, acteurs et parties prenantes d'une économie réelle tangible, à travers des contrats dont la règle est le partage des profits et des pertes.

Est-ce cette finance islamique que dénonce Yassine Essid ? Celle que le prophète Mohamed a développée entre 571 et 632 de l'ère chrétienne ? Visiblement, ce n'est pas celle-ci qu'il condamne, ni celle des Khoulaifa (632 à 1923), qui s'apparente davantage à une finance publique avec la gestion de Beit El Mal (Trésor public). Non. C'est plutôt celle qui naît avec le boom pétrolier des années 1970 et qui n'est autre que la copie presque conforme de la finance conventionnelle à l'origine de la crise de 2008. Ce que condamne l'auteur, c'est cette finance pseudo-musulmane animée par des *charia board*, en conflit d'intérêts total avec les institutions financières qu'ils servent, et dont la crédibilité est proportionnelle au pourcentage du chiffre d'affaires qu'ils

traitent. C'est en effet cette troisième forme de finance islamique qui est discutable, d'autant qu'elle autorise dans la composition des indices islamiques Dow Jones, FTSE ou S&P, négociés sur les places financières internationales, un niveau de revenu illicite secondaire de 5 % au maximum par rapport au revenu total ! Comment peut-on admettre une telle dérive ? Comment peut-on faire du *halal* (licite) avec du *haram* (illicite) ?

Le mérite du livre de Yassine Essid est de pointer du doigt cette regrettable dérive d'un champ qui se veut proche de l'investissement socialement responsable. Mais la cupidité de certains hommes en a décidé autrement.

Dhafer Saidane

**THE INDIA-U.S. PARTNERSHIP :
\$1 TRILLION BY 2030**

Nish Acharya
Oxford, Oxford University Press,
2016, 234 pages

L'ouvrage de Nish Acharya, président de Citizence (entreprise de consulting international), est un plaidoyer pour l'approfondissement des relations économiques indo-américaines. Aujourd'hui, l'Inde n'est que le onzième partenaire commercial des États-Unis, alors que ceux-ci sont son premier client et son cinquième fournisseur. L'objectif affiché est ambitieux : passer, en 15 ans, de 120 milliards à 1 000 milliards de dollars d'échanges commerciaux et d'investissements entre les deux plus grandes démocraties du monde. Les moyens à mettre en œuvre sont nombreux et présentés dans les quatre chapitres du livre. Pour étayer son point

de vue, l'auteur s'appuie sur 30 études de cas et 62 interviews de personnalités indiennes du monde académique et économique.

L'Inde est d'abord présentée comme un relais de croissance extraordinaire pour les entreprises américaines grâce aux nombreux consommateurs potentiels et aux opportunités d'externalisation insoupçonnées, liées en particulier à la maîtrise de l'anglais dans la population indienne diplômée. L'usage extensif du microcrédit par New Delhi est également susceptible d'inspirer les leaders économiques et politiques qui veulent réduire les inégalités aux États-Unis.

L'auteur défend un partenariat gagnant-gagnant, mais cherche surtout à attirer le savoir-faire et les capitaux américains pour assurer le décollage définitif de l'économie indienne. Il se félicite des investissements de long terme engagés par Walmart et Pepsi, tout en souhaitant que d'autres firmes multinationales leur emboîtent le pas. Il en appelle à des transferts technologiques en matière de défense, qui seraient contrebalancés par une ouverture du capital des entreprises indiennes à leurs homologues américaines. Plusieurs secteurs devraient bénéficier en priorité des financements américains : la santé, l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, la robotique, l'impression 3D, l'e-commerce, l'agro-alimentaire, ou la technique des drones appliquée à l'agriculture. Ces flux d'investissements requièrent la création de petites Silicon Valleys sur l'ensemble du territoire indien, idéalement dans les 50 villes de plus d'un million d'habitants. C'est la condition *sine qua non* pour que recherche et développement soient dignes d'un grand État émergent et ne stagnent plus à 0,9 % du PIB comme c'est le cas actuellement.

Implicitement, l'auteur regrette que le cadre institutionnel et politique indien soit un frein aux aspirations des milieux entrepreneuriaux. Pourtant, les sociétés qui ont déjà percé sont nombreuses : les géants Tata, Reliance et Infosys, mais aussi des start-ups prometteuses comme Tejas Networks et Flipkart. Le salut de l'Inde passe donc par des réformes intérieures de grande ampleur : accès généralisé aux soins de base, lutte contre la corruption et la bureaucratie, législations et régulations plus stables et transparentes, abandon des postures nationalistes, amélioration de la gouvernance des ONG et mise en place de synergies avec les agences de l'État. En complément, la diaspora indienne doit être mobilisée partout dans le monde, et bien sûr aux États-Unis.

Ce livre est riche en analyses micro-économiques et en recommandations. Son ton résolument optimiste tranche avec les poncifs habituels sur l'Inde. Mais les relations indo-américaines ne risquent-elles pas d'être mises à mal sous la nouvelle administration Trump ?

Norbert Gaillard

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

LE PRÉSIDENT ET LA BOMBE. JUPITER À L'ÉLYSÉE

Jean Guisnel et Bruno Tertrais
Paris, Odile Jacob, 2016,
336 pages

À bien des égards, la place de l'arme nucléaire dans la posture stratégique française est unique dans le monde.

La possession de « la bombe » répond pour la France à des traumatismes nationaux (guerre de 1870, guerres mondiales, crise de Suez) qui, s'ils paraissent aujourd'hui éloignés, ont marqué dans la durée la culture stratégique nationale, par la place centrale accordée à des considérations telles que l'indépendance nationale et l'autonomie dans la conduite de l'action militaire. En retour, l'arme nucléaire a, elle aussi, façonné la France, à commencer par ses institutions, influence dont la traduction la plus notable est probablement l'élection du président de la République au suffrage universel. L'ouvrage de Jean Guisnel et Bruno Tertrais est une plongée dans cette exception nucléaire française. Faisant suite à un documentaire audiovisuel diffusé au printemps 2016 dont il approfondit le contenu, le livre est divisé en trois parties de volume inégal, permettant au lecteur de retracer l'émergence progressive de cette relation symbiotique et de comprendre les fondements de la posture nucléaire actuelle, ses évolutions récentes, sa pratique et son articulation avec l'ensemble de la politique de défense française.

Le titre du livre, *Le Président et la Bombe*, traduit parfaitement la relation privilégiée existant entre le pouvoir exécutif de la v^e République et cette arme qui, par sa capacité de destruction, a relativisé l'importance des rapports de force classiques. La première partie est ainsi dédiée à la façon dont chaque président de la République s'est approprié l'arme absolue, retraçant les orientations et arbitrages de chacun, et la constitution parallèle et progressive de la « force de frappe » dans ses différentes composantes. À grands renforts d'anecdotes allégeant utilement une lecture sur des problématiques souvent techniques,

les auteurs dessinent une histoire de la stratégie française, laissant transparaître les spécificités de la posture nationale. Bâtie en cohérence avec le principe dit de « stricte suffisance », celle-ci a ainsi suivi une phase initiale d'expansion qualitative et quantitative, culminant en volume à la fin de la guerre froide, et connaissant depuis une contraction aboutissant aujourd'hui à un arsenal de moins de 300 armes.

La deuxième partie porte sur l'actuelle posture française de dissuasion : organisations, forces, moyens techniques, mais aussi mécanismes et dispositifs peu connus qui la rendent crédible aux yeux d'éventuels agresseurs potentiels tout en en assurant un contrôle politique fiable et permanent. Le ton demeure pédagogique ; pour autant le propos retranscrit de manière nuancée les ajustements, subtils mais souvent significatifs, de la posture française au cours des dernières années, ainsi que les trajectoires projetées pour l'avenir. Ce dernier fait l'objet de la troisième et dernière partie, qui éclaire les dilemmes techniques, politiques, et surtout budgétaires posés à la dissuasion française. Les auteurs ne minimisent pas les défis auxquels la posture est confrontée, qui appellent en réalité moins des réponses techniques que des arbitrages fondés sur un débat libre et argumenté. En adoptant un style qui le rend accessible au plus grand nombre, tout en s'appuyant sur les sources les plus sérieuses, l'ouvrage contribue ainsi de manière utile à ce débat crucial pour l'avenir de la défense française, voire pour la sécurité de l'Europe.

Corentin Brustlein

DICIONNAIRE DE STRATÉGIE

Arnaud Blin et Gérard Chaliand
Paris, Perrin, 2016, 1120 pages

La réédition en poche de ce *Dictionnaire de stratégie* écrit par Arnaud Blin, stratège et historien, et Gérard Chaliand stratège lui aussi et spécialiste des conflits asymétriques, constitue un petit événement. Il s'agit là d'une nouvelle édition d'un ouvrage de référence paru en 1998 et épuisé depuis longtemps, qui n'est pas une simple réimpression mais une mise à jour, avec l'ajout d'une vingtaine d'entrées inédites, dont : « Daech », « 11 Septembre », « Drone » ou encore « Cyberguerre », échos des évolutions stratégiques de ces vingt dernières années.

On retrouve dans ce dictionnaire les entrées traitant des théories et principes de la stratégie, de la typologie des guerres, des grands capitaines ou des batailles majeures. Chaque article est suivi d'une courte bibliographie. Sont annexées à l'ouvrage une chronologie des grandes batailles de l'histoire, mises en parallèle avec les principaux ouvrages stratégiques et doctrines militaires, ainsi qu'une longue bibliographie qui a été mise à jour.

Dans une nouvelle introduction qui sert de fil directeur à l'ouvrage, les auteurs cherchent à dresser une généalogie mondiale de la stratégie, renouant ainsi avec une vision globale à laquelle Gérard Chaliand nous a habitués au moins depuis son *Anthologie mondiale de la stratégie*. Cette généalogie est d'abord parcellaire, « les civilisations restant en général murées sur elles-mêmes », mais comprend les classiques militaires chinois, ou encore les écrits byzantins au Moyen Âge. La Renaissance voit les Européens renouer avec l'Antiquité. Au XVIII^e siècle, la pensée stratégique

européenne s'épanouit. Les idées révolutionnaires apportent le concept de guerre absolue. Le premier tiers du XIX^e siècle et l'industrialisation provoquent de profonds changements, donnant en particulier au feu une puissance redoutable. Cette époque est d'une exceptionnelle fécondité stratégique (Moltke, Ardant du Picq, Mahan, etc.). Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les penseurs se familiarisent avec la pensée stratégique, prenant en compte les réflexions sur l'histoire passée, les campagnes militaires, la géographie, la technologie, etc. La fin de la Seconde Guerre mondiale marque une rupture plus importante encore que celle de la Révolution : avec le feu nucléaire, une révolution qualitative et non plus quantitative est en marche, qui oblige la stratégie à se penser en termes nouveaux.

Dans cette même introduction les auteurs reviennent sur l'évolution de la guerre depuis 1998. Au cours de cette période, le fiasco irakien et l'échec relatif en Afghanistan ont souligné la difficulté, pour les États les plus puissants technologiquement, à produire des stratégies efficaces. Par ailleurs, aux conflits idéologiques du XX^e siècle ont succédé, non sans surprise, des conflits à caractère religieux. Les progrès technologiques continuent de peser sur les stratégies : révolution informatique, robotisation, cyber, etc. Mais la nature même de la guerre n'a pas changé, et elle reste « l'arbitre final des relations internationales ».

Ce *Dictionnaire de stratégie* – même si l'on eût aimé une mise à jour plus générale – reste donc une référence incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à ce domaine, à la guerre ou aux relations internationales. Son rapport qualité/prix imbattable le rend de plus très attractif.

Rémy Hémez

IRREGULAR WAR: ISIS AND THE NEW THREAT FROM THE MARGINS

Paul Rogers

Londres/New York, I.B. Tauris, 2016, 224 pages

Auteur prolifique, Paul Rogers propose ici une réinterprétation du phénomène Daech comme conséquence des dysfonctionnements du système international contemporain. Si la majeure partie des travaux consacrés au groupe terroriste a jusqu'ici étudié sa genèse irakienne et syrienne, Paul Rogers affirme que l'État islamique (EI) est aussi l'expression de ce qu'il nomme « les révoltes de la marge » (*revolts from the margins*). Les formes du terrorisme moderne tel que l'EI seraient un symptôme du dérèglement du système international, un système marqué par l'aggravation des inégalités économiques, le renforcement d'élites transnationales déconnectées des réalités locales et une dégradation des conditions environnementales. « D'autres exemples [que l'EI] incluent des groupes islamistes tels que Boko Haram, le front Al-Nosra, mais aussi la rébellion néomaoïste naxalite en Inde ainsi que dans un passé récent, les néomaoïstes du Népal et le Sentier lumineux au Pérou », précise-t-il dans le premier chapitre.

Pour étayer sa thèse, l'auteur retrace le développement des inégalités économiques à l'échelle mondiale, soulignant que la croissance des grands pays du Sud a été, à partir des années 1980, avant tout destinée au profit des élites locales. Non seulement les autorités nationales ont failli à leur mission publique, mais l'incapacité des organisations internationales – ONU, OMC, OIT – à endiguer ce phénomène enrichit le terreau pour les « révoltes de la marge ». À cela

s'ajoutent la détérioration de l'écosystème et ses implications pour la sécurité alimentaire.

Le lecteur de *Politique étrangère* pourra rester dubitatif devant l'argument de l'auteur qui renvoie, peu ou prou, à une lecture marxiste des relations internationales. Cette originalité fait toutefois l'intérêt de l'ouvrage. Dans un style agréable, Paul Rogers excelle à mettre en relation les tendances climatiques, l'évolution du système économique international et les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Son chapitre sur les divergences de narratifs entre les États-Unis et l'Europe d'une part, et les populations du Moyen-Orient ou d'Asie du Sud d'autre part, est particulièrement bien mené et souligne les dommages causés par les guerres récentes sur la perception de l'Occident dans les régions considérées.

Si la thèse de Paul Rogers est originale et séduisante, elle n'est pas toujours convaincante. L'auteur semble parfois se perdre dans sa théorie englobante, lorsqu'il veut établir une corrélation entre les « révoltes de la marge » et l'évolution de l'art de la guerre. Ainsi les chapitres sur les armes de destruction massive et sur la guerre à distance menée grâce aux drones américains semblent-ils confus, peinant à convaincre de leur pertinence. Par ailleurs, la grille de lecture proposée par l'auteur n'explique pas le phénomène d'attraction du groupe Daech dans des populations jeunes et européennes qui n'appartiennent pas toujours à « la marge ». La « révolte des marginaux » qui serait engendrée par les inégalités économiques et l'insécurité alimentaire ne nous aide guère à comprendre comment de jeunes Français, parfois issus de la classe moyenne, parfois parfaitement insérés socialement et

économiquement, en viennent à basculer dans la radicalisation.

Dans cette perspective, cet ouvrage déçoit quelque peu. Si la thèse initiale permet d'ouvrir des réflexions nouvelles, qui dépassent la simple analyse militaro-centrée de Daech et du Moyen-Orient, la démonstration qui en découle reste incomplète.

Jean-Loup Samaan

CASSANDRA IN OZ. COUNTERINSURGENCY AND FUTURE WAR

Conrad C. Crane
Annapolis, U.S. Naval Institute
Press, 2016, 312 pages

Conrad Crane, officier de l'US Army en retraite et historien, est aujourd'hui Chief of Historical Services for the Army Heritage and Education Center. Dans *Cassandra in Oz*, il nous propose une plongée à la première personne en 2005-2006 : au cours de cette période, il a joué un rôle central dans la rédaction du *FM 3-24 Counterinsurgency*, la doctrine américaine de contre-insurrection.

Le récit démarre trois ans auparavant, en 2002. Conrad Crane est alors chercheur au Strategic Studies Institute de l'US Army War College, et l'Irak est au cœur des préoccupations de toute l'institution militaire américaine. Il travaille à un plan pour reconstruire l'Irak, qui sera rendu public en février 2003. Ce plan n'aura que peu d'impact sur les décideurs politiques et militaires mais deviendra par la suite une sorte de symbole des opportunités manquées dans ce pays, Crane y ayant notamment souligné l'importance de maintenir et d'utiliser l'armée irakienne, l'une

des rares «forces pour l'unité au sein de la société».

En novembre 2005, l'auteur est contacté par le général Petraeus, alors à la tête de l'US Army Combined Arms Center, pour participer à l'élaboration de la future doctrine de contre-insurrection de l'US Army. La rédaction de ce manuel suit un processus original pour un document de doctrine de l'Army. La volonté de le publier rapidement conduit à éluder les multiples circuits de validation normalement mis en œuvre. Un premier *draft* est ainsi rédigé dès février 2006. Un séminaire exceptionnel, réunissant les meilleurs analystes américains de la contre-insurrection, est ensuite organisé pour l'amender. Le *FM 3-24 Counterinsurgency* est finalement publié le 15 décembre 2006, soit 13 mois après le début du projet. Il rencontre un succès incroyable pour un document de ce type, avec 1,5 million de téléchargements le premier mois.

Après avoir passé en revue l'accueil critique reçu par le *FM 3-24*, Conrad Crane revient sur sa mission en Irak en 2007, dans le but d'évaluer «la doctrine en action». Il estime qu'elle a eu un effet sur le terrain, même si le cœur des pratiques observées découle surtout de l'expérience accumulée en Irak et en Afghanistan. Il souligne aussi les difficultés de mise en œuvre, comme le manque d'appui apporté par les autres administrations américaines.

Dans les chapitres conclusifs, l'auteur revient d'abord sur le désintérêt progressif pour la COIN dans les armées américaines à partir de 2011. Pour lui, la guerre irrégulière n'est pas vraiment reconnue comme objet propre par l'administration. Il souligne notamment qu'il est plus difficile de justifier des dépenses militaires élevées pour

ce type de conflit que pour une guerre classique. Dans l'ultime chapitre, l'auteur présente 21 «observations» passionnantes sur la guerre. Fondées sur les leçons de l'histoire, elles se veulent des guides pour l'avenir. Ce chapitre mérite tout particulièrement la lecture.

L'ouvrage de Conrad Crane est un véritable témoignage pour l'histoire. Une lecture indispensable pour les amateurs d'histoire militaire, en particulier ceux qui s'intéressent à la contre-insurrection et à l'élaboration et l'impact des doctrines militaires.

Rémy Hémez

QUI EST L'ENNEMI ?

Jean-Yves Le Drian
Paris, Éditions du Cerf, 2016,
96 pages

L'expression publique d'un ministre de la Défense en activité comporte une part routinière incompressible, résultante d'échéances régulières, tels les vœux de début d'année, les commémorations, les discours d'ouverture ou de conclusion de colloques, ou les auditions au Parlement. Certes, *Qui est l'ennemi ?* est la version allongée de l'un de ces discours, prononcé aux Assises nationales de la recherche stratégique, en décembre 2015. Il serait toutefois erroné de n'y voir qu'une énième prise de parole officielle. L'ouvrage est en réalité le produit d'une réflexion approfondie conduite par le ministre, et au sein de son ministère, en écho à la dégradation brutale de l'environnement stratégique survenue depuis 2014.

Ce court essai a ainsi pour première ambition d'exposer la nature de la lutte

engagée par la France contre Daech, entité ayant constitué, soutenu et projeté un « djihadisme militarisé » jusqu'à l'Hexagone. Il s'ouvre par un retour sur les figures historiques de l'ennemi, et sur les évolutions qu'elles connurent à mesure que la guerre changeait de forme. Le xx^e siècle voit ainsi la France passer de la figure d'un ennemi total et direct, l'Allemagne, à celle d'un ennemi soviétique, plus indirecte et lointaine, ennemi avec qui les rapports politiques et stratégiques sont finalement canalisés, réglés. Avec l'irruption de Daech, un ennemi direct réapparaît dans l'horizon stratégique national, et *Qui est l'ennemi ?* analyse aussi bien le problème stratégique et opérationnel qu'il pose, que ses implications pour la posture française.

L'ouvrage décrit ainsi un ennemi aux traits totalitaires, combinant chef charismatique, idéologie génocidaire, monopole de la violence et de l'intimidation, stratégie de terreur, et intégration des leviers de puissance dans une entreprise de domination. L'essai illustre bien la variété et la complexité des formes du défi que représente Daech, qui joue sur un très large spectre de sophistication, allant des meurtres à l'arme blanche à l'usage des drones, le tout appuyé par une communication terriblement efficace. La flexibilité opérationnelle et technique de cet ennemi s'avère d'autant plus problématique qu'une efficacité même relative – une tentative d'attentat avortée, une attaque conduite par un terroriste isolé – permet toujours d'éprouver la cible, de la maintenir en état de tension permanent, de lui imposer de consacrer toujours plus de ressources pour tenter de protéger sa population et répondre aux attentes de cette dernière. Une stratégie qui, comme toute stratégie indirecte, vise moins la victoire par les faits d'armes que par l'effondrement

d'une unité politique, les dilemmes et tiraillements moraux, juridiques, et politico-stratégiques ayant raison de sa cohésion nationale.

Si l'essentiel de l'ouvrage est centré sur la lutte contre Daech, il s'achève par des développements stimulants sur les formes renouvelées de la menace dépassant le seul terrorisme islamiste. Guerre cybernétique, diffusion des capacités de frappe de précision et des moyens de déni d'accès, intimidation nucléaire, mettent en tension une posture et un modèle d'armée qui ne peuvent se concentrer exclusivement sur le seul ennemi immédiat, aussi dangereux soit-il. Ainsi, l'effort analytique et communicationnel dont ce livre se fait l'écho en dit long sur le caractère exceptionnel de la situation dans laquelle se trouve la France, et sur l'importance de ces enjeux pour son avenir.

Corentin Brustlein

POUR UNE HYBRIDATION DES ARMÉES

Christophe Niquille

Paris, Nuvis, 2016, 144 pages

L'hybridité est un concept à la mode dans les études de sécurité pour qualifier certains des adversaires auxquels font face les armées occidentales, et qui utilisent une combinaison de capacités conventionnelles avancées et de tactiques non linéaires. Ces adversaires peuvent être non étatiques (Daech, Hezbollah) ou étatiques (Russie). Dans *Pour une hybridation des armées*, Christophe Niquille, auteur suisse qui mène en parallèle à sa vie civile une carrière dans la milice comme officier d'état-major, adopte un point de vue original, en se plaçant non pas du côté

de nos adversaires mais de nos propres armées, et en se faisant l'avocat d'armées occidentales hybrides.

Dans son introduction, il commence par renverser la problématique des contraintes financières, en estimant que ce ne sont pas elles mais bien « la conservation de stratégies opérationnelles qui ne sont plus en adéquation avec les réalités budgétaires » qui place notre modèle d'armées actuel dans une impasse. Ce modèle, qualifié de « capacitaire et technologique », a en effet montré ses limites. La Révolution dans les affaires militaires (RMA) qui s'inscrit dans « une vision scientifico-rationnelle de la stratégie » provoque des dépenses sans fin pour une efficacité marginale de plus en plus réduite.

L'auteur revient ensuite sur la guerre d'Israël contre le Hezbollah de 2006 pour illustrer ces limites. Les erreurs israéliennes lors de ce conflit sont désormais bien connues : accent mis sur la puissance de feu au détriment de la manœuvre, mise en avant de l'aviation et désintérêt pour l'action terrestre, chefs militaires restés à l'arrière derrière leurs écrans, etc. Après l'échec de 2006, Tsahal a pourtant cherché à redynamiser son modèle capacitaire et technologique, plutôt que de le remettre en cause.

Christophe Niquille défend un « modèle d'organisation et de combat des forces armées qui prône l'emploi simultanément et de façon adaptative d'un mixte de technologies plus ou moins avancées et de modes de guerre irréguliers, tout en n'excluant pas totalement des modes de guerre réguliers, dans l'espace de la bataille afin d'atteindre des objectifs politiques ». L'auteur rappelle justement que des modèles de ce type ont été théorisés au cours des années 1970-1980, comme

dans *l'Essai sur la non-bataille* de Guy Brossollet.

Ce modèle hybride présenterait des avantages, entre autres : ne plus être dépendant de la haute technologie et de son coût disproportionné, redonner la priorité à l'intelligence humaine, ou encore éviter de mettre l'accent sur une vaine accélération de la manœuvre puisque les capacités cognitives du chef militaire ne sont pas infinies. Dans un dernier chapitre, l'auteur énumère les obstacles qui ne manqueraient pas de se dresser face à un projet d'adoption d'une armée hybride, comme le conservatisme culturel ou les freins économiques.

Christophe Niquille développe dans cet ouvrage une intéressante réflexion sur le concept d'hybridation des armées occidentales, ainsi que sur les avantages et les difficultés à mettre en œuvre ce type de réforme. Le lecteur reste cependant largement sur sa faim, puisque, au-delà de quelques vagues pistes, ce modèle n'est pas présenté dans les détails. Quelles structures de forces pour une armée hybride ? Quels équipements ? Quel budget ? Quelles conséquences pour la politique de défense ? Autant de questions qui restent en suspens.

Rémy Héméz

LE DJIHADISME

Asiem El Difraoui

Paris, Presses universitaires de France, 2016, 128 pages

Asiem El Difraoui, spécialiste germano-égyptien de la mouvance djihadiste, a été journaliste et producteur de documentaires avant d'entamer

une carrière de chercheur. Sa thèse de doctorat, parue aux Presses universitaires de France en 2013, portait sur la propagande audiovisuelle d'Al-Qaïda. Son dernier livre relève moins du travail de recherche que de la synthèse.

Il se décompose en quatre chapitres. L'introduction et le premier chapitre portent sur l'histoire du djihadisme. Les grands idéologues de cette mouvance sont présentés succinctement, l'influence de Sayyid Qutb et Abdallah Azzam étant particulièrement mise en avant. La guerre en Afghanistan des années 1980 est décrite comme le véritable «berceau du djihadisme». L'accent est ensuite mis sur l'évolution d'Al-Qaïda jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, l'affaiblissement de cette organisation à la suite des représailles américaines, puis sa renaissance à partir du déclenchement de la guerre en Irak en 2003. Al-Qaïda reste active aujourd'hui. La tuerie de *Charlie Hebdo*, en 2015, a été revendiquée par sa branche yéménite.

Les deuxième et troisième chapitres sont consacrés respectivement à Daech et à la propagande djihadiste. Daech a connu un double développement phénoménal au cours des dernières années. Sur le terrain moyen-oriental tout d'abord, l'organisation a multiplié les conquêtes territoriales jusqu'en 2014, année de «rétablissement du califat» par Abou Bakr Al-Bagdadi. Sur le terrain numérique ensuite, Daech s'est démarqué par son usage sophistiqué des réseaux sociaux. La propagande de cette organisation fait alterner des vidéos présentant le djihadisme comme un phénomène jeune et «cool» – ce qu'Asiem El Difraoui appelle le «djihad pop» –, et des contenus ultra-violents de combats ou d'exécutions.

Le quatrième chapitre – rédigé avec Milena Uhlmann – a trait à la radicalisation et à la déradicalisation. L'accent est mis spécifiquement sur la France – pays occidental qui compte le plus de ressortissants engagés dans des groupes djihadistes en Syrie et en Irak. Différentes expériences menées pour tenter de «désemlibrer» les individus séduits par Daech ou Al-Qaïda sont présentées, à l'instar du Centre de déradicalisation de Dounia Bouzar, ou du Centre de prévention de la radicalisation lancé à l'initiative de la Fédération des musulmans de Gironde. Outre ces structures privées, des initiatives publiques sont également mentionnées. Les auteurs se montrent particulièrement critiques envers les «centres de réintégration et citoyenneté», dont l'approche collective et «autoritaire» serait vouée à l'échec.

Dans la conclusion de ce petit livre, Asiem El Difraoui expose les courants universitaires qui s'affrontent autour du phénomène djihadiste. Les travaux d'Olivier Roy, Scott Atran, François Burgat et Gilles Kepel sont ainsi brièvement décrits. L'auteur ne cherche pas à faire une «synthèse molle» entre ces différents chercheurs. Il ne cache pas sa préférence pour Gilles Kepel, sous la direction duquel il a d'ailleurs effectué ses recherches doctorales. Pour finir, El Difraoui esquisse quelques pistes pour combattre Daech, qu'il considère comme une «secte eschatologique». Il prône une «approche holistique», qui inclurait notamment une «réfutation idéologique» et une lutte contre les inégalités socio-économiques. En d'autres termes, la bataille est encore loin d'être gagnée.

Marc Hecker

MISUNDERSTANDING TERRORISM

Marc Sageman

Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2016, 216 pages

Marc Sageman est un homme aux multiples facettes. Médecin, psychiatre, titulaire d'un doctorat en sociologie politique, il a travaillé pour l'US Navy, la CIA ou encore la police de New York. Il s'est fait connaître en France voici une douzaine d'années avec *Le Vrai Visage des terroristes* (Denoël, 2005). Son deuxième livre, *Leaderless Jihad* (University of Pennsylvania Press, 2008) n'a pas été traduit en français mais a déclenché une polémique aux États-Unis : contrairement aux auteurs qui insistent sur l'importance d'« Al-Qaïda central », Sageman mettait en avant l'émergence d'un djihad décentralisé, avec des liens de commandement dif-fus voire inexistant.

Sageman aime visiblement les controverses. En 2014, il a publié un article intitulé « The Stagnation in Terrorism Research », qui a déclenché une tempête dans le monde feutré des spécialistes du terrorisme. Il y dénonçait l'incapacité des chercheurs à comprendre les causes du passage à la violence, malgré les crédits de recherche considérables débloqués par le gouvernement américain. Le titre de son nouvel ouvrage *Misunderstanding Terrorism* fleure bon, lui aussi, la polémique. Qui ne comprend pas le terrorisme ? À peu près tout le monde, semble-t-il. Au fil des pages, plusieurs experts renommés – Bruce Hoffman, Fernando Reinares, Jerrold M. Post, Ted Robert Gurr – sont égratignés. Leurs méthodes ne seraient pas suffisamment scientifiques et ne permettraient pas d'appréhender les ressorts de la radicalisation, puis du passage à l'acte violent.

Les politiciens sont aussi pointés du doigt. Ils joueraient sur les peurs et surévalueraient la dangerosité du djihadisme. Les djihadistes, rappelle Sageman, ne possèdent pas d'armes nucléaires, de divisions blindées ou de missiles à longue portée. Ils ne représentent pas une menace existentielle. La surévaluation de la menace entraîne une sur-réaction d'autant plus dangereuse qu'elle tend à s'institutionnaliser, et risque d'alimenter une escalade de la violence. À cet égard, l'auteur de *Misunderstanding Terrorism* vise plus spécifiquement le développement des fichiers de suspects – qui comporteraient une écrasante majorité de faux positifs –, et la multiplication des *sting operations* du FBI – une pratique qui consiste à permettre à des agents infiltrés de se faire passer pour des recruteurs, et de susciter ainsi des vocations terroristes. Sans ces agents provocateurs, les personnes arrêtées n'auraient vraisemblablement pas été tentées de passer à l'acte.

Bien sûr, Sageman ne nie pas l'existence du terrorisme. Il explique simplement que les *vrais terroristes* – ceux qui franchissent effectivement le seuil de la violence – sont rares, et il se risque même à avancer des statistiques : de 2001 à 2011, les pays occidentaux auraient « produit » en moyenne 3 terroristes pour 100 millions d'habitants par an. La difficulté consiste à identifier les individus susceptibles de franchir ce seuil. Ceux-ci cumulent généralement plusieurs caractéristiques : ils se sentent appartenir à une communauté qui évolue progressivement en contre-culture, ils ont l'impression que cette communauté est agressée et doit être défendue, et ils pensent que les méthodes de défense non violentes ont largement échoué. Ces quelques pistes laisseront probablement les praticiens en quête d'un « détecteur

de terroristes» sur leur faim, mais s'il est bien une leçon à retenir de ce livre, c'est qu'un tel détecteur n'existe pas.

Marc Hecker

DÉMOCRATIES SOUS STRESS. LES DÉFIS DU TERRORISME GLOBAL

Antoine Garapon et
Michel Rosenfeld
Paris, Presses universitaires de
France, 2016, 240 pages

Si, depuis une quinzaine d'années, l'intelligence et le cœur n'avaient pas fait défaut à tant de commentateurs, peut-être n'en serions-nous pas aujourd'hui autant réduits à courir derrière la signification de la terreur. Or c'est peu dire que ni l'une ni l'autre n'ont jamais lâché la main d'Antoine Garapon. Et cela donne à nouveau un ouvrage ciselé et de haute tenue, dans lequel l'accompagne cette fois le professeur américain Michel Rosenfeld.

Certes, comme à peu près sur toute chose, le droit pèse peu sur le terrorisme ; mais ce qui le précède, ou plutôt qui le surplombe, sa philosophie, en produit une des lectures les plus stimulantes. Les auteurs s'attachent ainsi à décortiquer les effets des attentats sur nos vieilles sociétés démocratiques, à la fois dans leur cohésion, leur riposte et finalement le regard qu'elles portent sur elles-mêmes.

Les auteurs soulignent combien le traumatisme de l'attentat signe « la disparition de notre confiance primaire dans le monde ». Le terrorisme n'offre aucune prise à la dialectique et donc à la politique ; c'est pourquoi, lui et l'économie prédatrice « condamnent le pouvoir et les peuples à une rage

impuissante », et permettent progressivement à la sécurité d'être le nouveau nom de la politique, face à une justice malmenée mais qui demeure malgré tout exemplaire.

On lit encore que le djihadisme se nourrit de la vacuité de l'offre politique, qu'il remplit par des formes mythifiées de politisation, et que finalement le terrorisme est devenu le « crime de référence » de notre époque, celui qui le fascine tant il exprime ses tourments inconscients. Cette coproduction de l'islam et de la modernité appelle dès lors une question lancinante : « comment rendre justice à ces attentats ? » – les auteurs abordent ici le défi de la justice préemptive. Ainsi que celui des assassinats ciblés par drone, ce funeste miroir que nous tend Daech.

Ainsi, dans la répression du terrorisme, « la matérialité n'est plus exigée, elle qui était pourtant le fondement du droit » ; le fait disparaît au bénéfice des signes qui l'annoncent. Désormais, on s'attache moins à rechercher les causes de certains processus qu'à en neutraliser les effets. Et nous rentrons là dans une justice post-pénale, articulée non plus autour du couple crime/châtiment, mais risque/protection.

Enfin, un rappel est plutôt bienvenu avec l'affaire *Korematsu vs. USA*, où l'on a vu, en 1942, les États-Unis déporter dans le centre du pays jusqu'à 70 000 Américains d'origine japonaise vivant jusque-là sur la côte ouest, dans la crainte d'un défaut de loyauté. N'a-t-on pas vu depuis le terrorisme lancer dans un même élan la plupart des démocraties occidentales à la poursuite de leur « ennemi potentiel » intérieur ?

Si une critique devait tout de même être apportée à cet essai, ce serait celle d'enterrer trop vite le territoire

et pas assez la religion. Les auteurs attestent ainsi un peu prématurément de la disparition des frontières (due à la mondialisation) aux sens west-phalien, social et symbolique. Tandis qu'ils surestiment peut-être le rôle de l'islam dans les motivations des djihadistes. Manquent en effet à ceux-ci les deux piliers qui accompagnent une foi sincère : le doute, et le respect intra-religieux dû à tout «craignant Dieu». Reste que voilà sans doute l'un des ouvrages les plus éclairés écrits sur le sujet depuis des années.

François Thuillier

LES REVENANTS

David Thomson

Paris, Seuil, 2016, 304 pages

David Thomson, journaliste à Radio France internationale (RFI), a commencé à s'intéresser au djihadisme au moment des révolutions arabes de 2011. Correspondant en Tunisie, il a vu émerger le mouvement Ansar Al-Charia, et a réalisé dès 2012 un reportage sur les Tunisiens partis combattre en Syrie. De retour en France, il a poursuivi son travail sur les filières syriennes. En 2014, il a signé un premier livre remarqué, *Les Français jihadistes*¹ (Les Arènes, 2014). Depuis lors, il continue à suivre la mouvance djihadiste de près, en réalisant un travail de veille quotidien sur les réseaux sociaux et en entretenant des contacts réguliers avec des partisans de l'État islamique (EI) ou d'Al-Qaïda.

Pour son deuxième opus, David Thomson s'intéresse plus spécifiquement aux Français qui sont revenus de

Syrie. Il a échangé avec une vingtaine d'entre eux, et décrit plus précisément le profil d'une dizaine de «revenants». Cet échantillon ne représente qu'une faible proportion des quelque 250 résidents français rentrés de la zone syro-irakienne, et ne permet pas de dégager des statistiques fiables. Il n'en demeure pas moins que la galerie de portraits peints par le journaliste est saisissante, et que le livre fourmille d'anecdotes éclairant le phénomène du djihadisme d'un jour nouveau. Trois points peuvent plus spécifiquement être mis en avant.

Tout d'abord, l'ouvrage confirme que les ressorts de la radicalisation sont complexes. Dans certains cas, l'idéologie paraît jouer un rôle important, dans d'autres les dynamiques de radicalisation semblent être davantage économiques, sociales ou psychologiques. En d'autres termes, l'enquête de Thomson montre que les thèses d'Olivier Roy («islamisation de la radicalité») et de Gilles Kepel («radicalisation de l'islam») sont davantage complémentaires que contradictoires.

Ensuite, l'auteur avance que les jeunes issus de l'immigration maghrébine représentent une majorité des djihadistes français. Ces derniers évoquent régulièrement leur sentiment de déclassement et de marginalisation. Ils ont beau être nés trois ou quatre décennies après la fin de la guerre d'Algérie, ils continuent à y faire référence, et à nourrir un fort ressentiment à l'égard de l'État français. Ils voient dans la restauration du califat une forme de revanche, et une possibilité de restaurer leur dignité. Des ingénieurs, des informaticiens, des médecins, de brillants étudiants ont certes quitté la France pour la Syrie, mais ils ne représentent qu'une minorité. Ainsi Thomson va-t-il jusqu'à décrire les Français comme des «cas soc' du jihad», montrant

1. Cet ouvrage a fait l'objet d'une recension dans le n° 2/2014 de *Politique étrangère*.

la manière dont ils ont exporté leur culture de cité vers la Syrie.

Enfin, les témoignages recueillis par David Thomson ne suscitent guère l'optimisme. Si les «revenants» sont volontiers critiques à l'égard de l'EI, la majorité d'entre eux n'est pas pour autant «déradicalisée». La plupart continuent à s'opposer à la France, à la démocratie et à la laïcité. Le rejet combiné de Daech et de la France peut d'ailleurs conduire certains à se réfugier dans le salafisme quiétiste. D'autres – dont des jeunes femmes – envisagent plutôt de se tourner vers des formes plus individuelles de djihadisme et rêvent d'attentats. En somme, les revenants n'ont pas fini de nous hanter.

Marc Hecker

FRANCE-BELGIQUE. LA DIAGONALE TERRORISTE

Sébastien Boussois et Asif Arif
Paris, Éditions La Boîte à Pandore,
2016, 228 pages

Les attentats de 2015 et 2016 en France et en Belgique ont dévoilé l'existence de nombreux liens entre les djihadistes des deux pays. Cet ouvrage se propose d'étudier les filières qui se sont constituées, parfois depuis de nombreuses années. Le juge Marc Trévidic souligne dans sa préface que «des liens étroits et durables se sont noués de longue date dans les milieux radicaux français et belges» – Trappes et Molenbeek ont pu acquérir une notoriété amplifiée par les médias. Il fait ainsi remonter la première filière franco-belge au recrutement pour les camps d'entraînement afghans au milieu des années 1990. Depuis lors, ces filières

se sont développées et, après l'Afghanistan d'Al-Qaïda, ont établi des liens avec l'État islamique (EI). Plus généralement, les francophones – français, belges, mais aussi originaires d'Afrique noire ou du Maghreb – jouent un rôle important dans la promotion du djihad, certains occupant des postes de responsabilité dans l'EI. Comment expliquer cette situation ? Comment se sont constituées ces filières francophones ? Comment les services de renseignement et les polices des deux pays coopèrent-ils ? Telles sont les questions auxquelles les deux auteurs s'efforcent de répondre.

Dans une première partie – «La France et le terrorisme, entre réalisme et mythologie» –, Asif Arif fait œuvre utile de clarification. Il souligne à juste titre que l'évident développement du salafisme, c'est-à-dire d'un fondamentalisme religieux, n'implique pas en soi le passage à l'acte terroriste. Il s'élève contre l'utilisation intempestive par les médias du mot djihadiste et apporte là aussi les éclaircissements nécessaires. Il souligne la complexité du phénomène de radicalisation en France et reprend à son compte l'expression de Farhad Khosrokhavar de «radicalisation polycéphale». Il dresse ce constat en étudiant, l'une après l'autre, les «grandes figures» du terrorisme en France, des membres du gang de Roubaix à la fratrie mortifère des frères Kouachi. Autant de profils et d'explications de la radicalité.

Dans la seconde partie, Sébastien Boussois s'attache à la Belgique – «laboratoire historique de la radicalisation ?». Le poids de la communauté marocaine – 420 000 personnes – y est d'autant plus fort qu'elle est principalement originaire du Rif, territoire pauvre et longtemps délaissé. Une autre spécificité belge est l'implantation en 1967

à Bruxelles d'un Centre islamique et culturel, construit et financé par l'Arabie Saoudite, qui a été un terreau du djihadisme belge. Le mouvement Sharia4Belgium, fondé en 2010 et dissous en 2014, a également joué un rôle important dans la radicalisation des jeunes. Le cas de Molenbeek, « capitale du Bruxellistan », où plusieurs terroristes belges ou français sont passés, est également évoqué. L'auteur relativise cette appellation, mettant plutôt en lumière l'influence du réseau des mosquées et celui des librairies religieuses du pays. Le caractère fédéral de la Belgique peut expliquer certaines défaillances des autorités. Mais la proximité entre les deux pays a naturellement conduit à une concertation et une coopération étroites entre les polices française et belge.

Ce livre est une contribution utile à l'étude de ce phénomène complexe du terrorisme francophone dont l'existence et le développement ne peuvent s'accommoder d'explications simplistes.

Denis Bauchard

AFRIQUE

ENTREPRENANTE AFRIQUE

Jean-Michel Severino et
Jérémy Hajdenberg
Paris, Odile Jacob, 2016,
288 pages

Cet ouvrage explore une dynamique entrepreneuriale africaine peu connue, celle des petites et moyennes entreprises (PME) formelles. Jean-Michel Severino et Jérémy Hajdenberg – à la

direction d'un fonds d'investissement dédié aux PME africaines – offrent un regard de praticiens expérimentés, nourri d'une riche connaissance des terrains africains. L'approche est empirique, et le sujet novateur.

Si l'entrepreneuriat africain n'est en rien un phénomène nouveau, le premier tissu de PME africaines apparaît pour sa part tardivement dans les années 1980. Les premières parties de l'ouvrage s'attachent à décrire ces entreprises et leurs entrepreneurs. Des secteurs de l'agroalimentaire, du bâtiment, du tourisme, à ceux de l'énergie, des nouvelles technologies, de l'éducation et de la santé, le lecteur est invité à suivre différentes aventures entrepreneuriales. Fait appréciable, les difficultés de parcours ne sont pas dissimulées (accès au capital complexe, problèmes liés à la corruption ou au manque d'infrastructures, etc.). On suivra par exemple une PME de produits laitiers, qui fait le pari d'utiliser du lait produit sur place (au lieu d'importer de la poudre de lait), et qui, non sans peine, réussit à structurer toute une filière locale.

Les auteurs se confrontent ensuite à des problématiques plus globales sur les modèles de développement africain et leur avenir. Ils documentent ce qu'ils considèrent comme le tournant africain du siècle dernier : une croissance tirée par une consommation intérieure de plus en plus importante, portée par l'émergence d'une classe moyenne significative. L'entrepreneur est érigé en « héros » de la « croissance autonome », par sa capacité à l'alimenter en fournissant des biens et services adaptés à une demande locale croissante. Il est aussi « le héros de la transformation sociale africaine », de par sa « mission sociale », décrite comme inhérente à la PME africaine. Cette héroïsation de l'entrepreneur est parfois peu convaincante : une

PME qui fait preuve d'une « bonne gestion du personnel » étant ici déjà considérée comme « sociale »...

L'ouvrage se clôt sur un plaidoyer en faveur d'un modèle de croissance centré sur un « secteur privé proprement africain ». On sort de sa lecture persuadé que la multiplication des PME telles qu'elles sont décrites serait une bonne nouvelle. Toutefois, le passage du micro au macro est moins convaincant. Si des transformations socio-économiques sont indéniablement en cours, l'ampleur donnée à la dynamique entrepreneuriale et à son rôle dans les économies africaines laisse songeur. Les auteurs sont confrontés à une difficulté très répandue dès qu'il s'agit du continent africain : celle du chiffrage du phénomène – leur certitude quant à son amplification à venir ressemble à un pari.

Ce livre, bien documenté et illustré, n'échappe pourtant pas à certaines généralisations. Le cercle vertueux de la classe moyenne, « à la fois vivier et marché d'entrepreneurs », provoquant automatiquement développement social et démocratie, relève d'une croyance certes répandue mais inexacte empiriquement. Ce cercle vertueux n'a rien d'automatique, et son enclenchement dépend largement des politiques mises en place par la puissance publique, mobilisée (trop) ponctuellement dans ces pages. Le parallèle entre le dictateur et le consommateur, respectivement héros des années 1960 et « nouveau héros africain », peut apparaître quant à lui fâcheux. Il n'en demeure pas moins que cet ouvrage constitue une contribution fouillée et importante sur les transformations socio-économiques en cours sur le continent.

Clélie Nallet

STATE OF REBELLION. VIOLENCE AND INTERVENTION IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Louisa Lombard

Londres, Zed Books, 2016,
256 pages

Louisa Lombard, anthropologue et professeur à l'université de Yale a déjà codirigé un ouvrage remarqué sur la Centrafrique (*Making Sense of the Central African Republic*¹, Zed Books, 2015). Dans son dernier livre, grâce à 13 années de recherche et à de nombreux séjours sur place, elle parvient, de façon très convaincante, à déconstruire les explications superficielles et habituelles sur les racines de la crise en République centrafricaine (RCA).

L'auteur aborde ici la dernière décennie de conflits en RCA, mais son propos ne manque pas d'excellentes perspectives historiques, notamment concernant la « période française », marquée par une colonisation dure et un remarquable manque d'empressement à développer le pays. Au fil des pages, elle revient sur de nombreuses idées reçues sur la RCA : par exemple, le pays serait riche de ressources naturelles, alors que leur exploitation est très difficile et qu'elles ne pourraient, en toute hypothèse, pas rendre le pays riche « par magie ».

En introduction, elle note que l'interrogation centrale de ses travaux depuis ces 13 années concerne la nature de l'État en RCA. Cette problématique est donc au cœur du livre. L'auteur souligne à plusieurs reprises qu'une conception rigide de l'État appliquée à la RCA n'aide pas à la compréhension

1. Cet ouvrage a fait l'objet d'une recension dans le n° 2/2016 de *Politique étrangère*.

des crises qui secouent le pays. En effet, l'État centrafricain a certes des frontières géographiques, mais son expression politique est très limitée. Pour les Centrafricains, l'État est davantage vu comme prédateur que comme protecteur ; et, dans le même temps, ils rêvent d'un État qui leur fournirait un statut social (*entitlements*), et surtout un salaire. C'est ainsi que les rebelles peuvent lutter contre l'État et, dans le même temps, rechercher la reconnaissance *via* un poste de fonctionnaire. Pour Louisa Lombard, le drame de la RCA est que des non-Centrafricains, avec une vision stratégique limitée à la stabilité régionale et fort peu de patience, sont les garants de l'État centrafricain. Ils tentent de promouvoir la stabilité *via* un régime présidentiel, alors même que l'expérience prouve largement que ce dernier est impuissant à apporter la sécurité sur le long terme.

De manière très intéressante, l'auteur distingue deux périodes pour les rébellions en RCA. La première, celle des « rébellions conventionnelles », s'ouvre dans les années 1980 et prend véritablement forme en 2005 avec la naissance de l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD). Ces rébellions opèrent essentiellement dans leurs régions d'origine et, bien qu'elles soient violentes, leurs actions sont limitées par la conscience que présent et avenir se limitent à leur aire d'opération. L'émergence de la Séléka en 2012 marque un tournant : les rebelles ne proviennent plus des régions où ils agissent, et opérer loin de leur zone d'origine augmente leur niveau de brutalité. Autre nouveauté, les divisions s'organisent de part et d'autre de lignes identitaires.

Le propos de l'ouvrage est beaucoup trop riche pour qu'on puisse le résumer

efficacement, et il suscite de nombreuses réflexions. Louisa Lombard nous offre des clés pour tenter de comprendre les dynamiques à l'œuvre en RCA mais aussi les échecs des multiples missions de maintien de la paix déployées dans le pays. La lecture de ce livre est indispensable à tous ceux qui s'intéressent à la RCA, mais aussi aux États fragiles et plus généralement au maintien de la paix.

Rémy Hémez

AFRIQUES. ENTRE PUISSANCE ET VULNÉRABILITÉ

Philippe Hugon

Paris, Armand Colin, 2016,
272 pages

Côté pile, l'Afrique est devenue le continent de la croissance, des nouvelles opportunités associées à de formidables ressources, la « nouvelle frontière » des investisseurs internationaux, le territoire des biens publics environnementaux mondiaux à préserver à tout prix. Côté face, elle reste le continent des épidémies, de la malnutrition, de l'insécurité, des trafics, des régimes corrompus et des désastres climatiques à venir.

Philippe Hugon prend le parti d'aller au-delà de ces représentations simplificatrices pour saisir la complexité africaine et repérer les trajectoires nécessaires face aux défis – démographique, écologique, épidémiologique, politique – d'une transformation structurelle. L'auteur a toutes les références nécessaires, puisque depuis 50 ans il étudie le continent avec passion, et exerce son magistère sur des générations d'étudiants et de chercheurs.

Toutes les questions de son dernier livre sont salutaires. L'une en particulier : une Afrique ou des Afriques ? Penser la pluralité des Afriques, en s'affranchissant des schémas préconçus, est une nécessité. Il faut éviter de réduire les peuples à une identité et à un territoire homogènes. Philippe Hugon dénonce les raccourcis qui voient les uns comme des urbains, les autres comme des ruraux ; certains Africains seraient intégrés dans la mondialisation, d'autres non ; d'aucuns relèveraient du formel, d'autres de l'informel, etc. Dans les faits, de telles dichotomies se font l'écho de situations, sinon inexactes du moins anciennes, et de démarches que certaines recherches peinent à dépasser. Rien n'empêche un citoyen de garder un fort attachement à son terroir d'origine. Les trajectoires migratoires peuvent pousser un même individu à la mobilité dans sa région, dans le pays voisin, à l'autre bout du continent, en Europe ou en Amérique, puis le conduire à retourner au pays. L'hybridation des situations est partout et dans tous les domaines la règle.

Ce regard neuf n'empêche pas de noter la réapparition de thématiques que l'on croyait démodées. Comme celle de la prégnance des cultures et du poids de la tradition. Comme celle des modalités variées d'insertion dans la mondialisation, entre dépendances et coopération. Comme celles qui touchent à l'environnement : eau, biodiversité, forêt... Comme celle, enfin – autre serpent de mer – de l'intégration régionale pour remédier aux faiblesses structurelles qui accentuent les vulnérabilités économiques.

Prospectiviste éminent, l'auteur tente d'identifier des scénarios d'avenir. Il en propose cinq, avec le sens de la

formule : du « largage » aux « nouveaux arrimages », en passant par le « rattrapage », le « recentrage » et les « décalages ». Le meilleur des scénarios – celui du recentrage – ne pourrait se concrétiser que si les États en cause atteignaient une certaine maturité politique et démocratique, pour l'heure réservée à un nombre encore réduit de pays africains. Au-delà des cheminements possibles, Philippe Hugon montre que la méthode qu'adopteront les Africains, aiguillonnés par l'esprit de responsabilité, pour construire leur propre modernité, pour s'adapter aux mutations économiques et sociales et en tirer profit, les amènera très probablement à mobiliser leur intelligence collective. La formule finale est belle : « Il n'y a pas de sens de l'Histoire, mais des histoires auxquelles les hommes donnent sens. »

Pierre Jacquemot

ASIE

DISSENTING JAPAN: A HISTORY OF JAPANESE RADICALISM AND COUNTERCULTURE FROM 1945 TO FUKUSHIMA

William Andrews

Londres, Hurst, 2016, 356 pages

« Le clou qui dépasse sera enfoncé. » C'est ce célèbre proverbe japonais, souvent utilisé pour souligner le prétendu côté conformiste et conservateur de la société japonaise, que William Andrews, écrivain et traducteur établi à Tokyo, tente de remettre en question, en présentant

un historique des mouvements dissidents au Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au lendemain de la triple catastrophe du 11 mars 2011.

L'auteur, à travers une série de chapitres précis et documentés, revient sur la formation et la disparition souvent douloureuse de différents mouvements radicaux d'extrême gauche et d'extrême droite qui ont marqué l'après-guerre japonais, et qui frappent par leur complexité et leur violence. Il évoque ainsi la rage des associations étudiantes lors des manifestations ANPO des années 1960 contre le traité de coopération très contesté entre les États-Unis et le Japon, les dérives sectaires de l'Armée rouge unifiée (*Rengô Sekigun*) qui a traumatisé le Japon par ses excès autodestructeurs, ou encore les attentats terroristes et détournements d'avion coordonnés par l'Armée rouge japonaise (*Nihon Sekigun*) dans les années 1970.

L'auteur s'attarde également sur des mouvements plus mineurs et rarement étudiés dans la littérature occidentale, tel le Front armé antijaponais d'Asie de l'Est, à l'origine de plusieurs attentats contre des grandes corporations japonaises, qu'il accusait de soutenir l'impérialisme et le colonialisme japonais ; ou des groupes plus communautaires comme celui de la *Yamagishi-kai*, qui prônait une vie sans argent et sans hiérarchie où tous travailleraient pour tous, et qui fut dans les années 1970 accusée de tendances sectaires et d'avoir aussi pratiqué le lavage de cerveau.

Cet ouvrage est particulièrement pertinent pour comprendre le contexte post-Fukushima, qui a vu renaître des mouvements contestataires de plus en plus actifs, contre l'énergie nucléaire,

mais aussi plus récemment contre la réinterprétation de l'article 9 de la Constitution. Même si ces groupes pacifistes évitent les dérives radicales de leurs prédécesseurs, ils sont volontiers associés aux manifestations étudiantes des années 1960-1970 qui avaient mobilisé la population.

Il est également intéressant de noter que, de même que les manifestations plus anciennes s'inscrivaient dans un mouvement de contestation plus global (comme les manifestations étudiantes en Corée du Sud ou en Hongrie des années 1960), les jeunes leaders japonais des mouvements étudiants des années 2014-2015 s'identifient volontiers à ceux du « mouvement des tournesols » à Taïwan, ou de la « révolution des parapluies » à Hong Kong au printemps et à l'automne 2014.

William Andrews mentionne également le silence obstiné des médias et le mépris des politiques à l'égard de ces mouvements, ainsi que leur répression sévère et systématique par le gouvernement, ce qui rend la formation de groupes de contestation extrêmement difficile. Les mouvements évoqués par l'auteur ont pour la plupart finalement échoué dans leurs objectifs, et été oubliés par la majorité de la population, quand ils n'ont pas été condamnés fermement, en particulier pour leur violence.

Dissenting Japan est un ouvrage très bien documenté et agréable à lire, qui intéressera les japonologues, et plus généralement toute personne attirée par la société japonaise contemporaine et les mouvements de protestation des nouvelles générations.

Estelle Zufferey

THE CHINA TRIANGLE: LATIN AMERICA'S CHINA BOOM AND THE FATE OF THE WASHINGTON CONSENSUS

Kevin P. Gallagher

Oxford, Oxford University Press, 2016, 256 pages

Depuis la fin du XIX^e siècle, l'Amérique latine est perçue comme la chasse gardée prioritaire des États-Unis. Mais depuis une décennie ce sont des vents qui soufflent d'Asie, et plus particulièrement de Chine, qui s'imposent sur le Nouveau Continent. À travers le commerce, des investissements et une diplomatie proactive, la Chine a réussi à s'implanter de manière conséquente en Amérique latine, sous le nez de Washington.

La Chine aurait investi 119 milliards de dollars dans la région entre 2003 et 2013, et les banques officielles chinoises y sont devenues les premiers créanciers étrangers. Alors que la Chine est devenue le premier partenaire commercial des pays de l'Amérique du Sud en 2011 (sans compter le Mexique ou l'Amérique centrale), le président Xi Jinping annonce en 2015 son ambition de hausser le niveau des échanges commerciaux avec la région au sens large à 500 milliards de dollars par an en 2025, et d'y investir 250 milliards d'ici là. Au moment où la présidence de Donald Trump laisse prévoir un regain de tension sino-américaine, cette région promet d'être un terrain fructueux de rivalité entre Pékin et Washington.

C'est dans ce contexte de tension que Kevin Gallagher tente de mettre les choses en perspective pour calmer et réorienter le débat dans *The China Triangle*, en y valorisant un scénario où les pays d'Amérique latine pourraient

tirer bénéfice d'une coopération triangulaire avec les États-Unis et la Chine, au lieu de s'enfermer dans l'un ou l'autre camp.

Une des idées fortes de l'auteur est que la Chine ne se positionne pas nécessairement en contradiction avec l'approche « occidentale » dans la région, menée avant tout par les États-Unis et les institutions financières internationales. Au contraire, elle serait plutôt complémentaire. Par exemple, contrairement aux idées reçues, beaucoup de crédits proposés par les banques chinoises sont négociés aux taux commerciaux, et non à des taux préférentiels (les soi-disant *sweetheart deals*). Pékin aurait par ailleurs tendance à opérer dans des pays jugés à trop fort risque par d'autres, comme le Venezuela, créant dès lors des opportunités de développement qui n'auraient peut-être pas existé sans la Chine. Afin de compenser le risque, les banques chinoises développent des formules comme les « crédits-contre-nature » (ou *oil-for-loans*), qu'elles auraient notamment appris du Japon pendant les années 1970. Au niveau sectoriel, la Chine vise les infrastructures : la région aurait des besoins estimés à 260 milliards de dollars par an.

Le vrai souci, selon l'auteur, est que les pays d'Amérique latine manquent toujours des moyens de profiter pleinement de leurs relations économiques avec les États-Unis et la Chine. Ils se sont libéralisés trop rapidement à l'ère du *Washington Consensus*, et avec la multiplication des traités de libre-échange ils ont perdu la flexibilité nécessaire pour investir dans l'innovation et la compétitivité des exportations. C'est en partie pour cette raison que ces pays n'ont pas su capturer et réinvestir les rentes de leurs richesses du sol, vendues alors que le *China Boom* battait son

plein entre 2003 et 2013, pour en faire une vraie aubaine économique de plus long terme. Sous Donald Trump, des changements systémiques semblent proches : les pays d'Amérique latine y trouveront peut-être l'occasion de changer de dynamique.

John Seaman

EUROPE

EUROPE, TERRE D'ASILE ? DÉFIS DE LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

Sarah Lamort

Paris, Presses universitaires de France, 2016, 216 pages

Dans un contexte où, depuis 2014, le système d'asile européen commun est ébranlé par une crise migratoire grave, le livre de Sarah Lamort arrive à point nommé. L'auteur, qui a également travaillé plusieurs années pour le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Turquie, prend ses distances vis-à-vis des discours militants accusant la politique d'asile européenne d'affaiblir le droit d'asile, et explore les relations complexes entre gestion des flux migratoires et promotion des droits de l'homme au travers de la politique d'asile européenne. Soulignant que l'Union européenne constitue au niveau mondial l'espace de protection le plus perfectionné, Sarah Lamort estime que la protection est inséparable du contrôle, l'État devant pouvoir identifier chaque personne qui sollicite sa protection.

Revenant sur la construction du régime d'asile européen commun,

elle rappelle qu'il a pour objectif de répondre aux défis de la protection de l'espace Schengen et du *shopping* de l'asile, de l'interdépendance entre les systèmes d'asile des États membres, ainsi qu'à la question de la répartition équitable des charges de l'accueil des migrants.

S'agissant du partage des charges de l'asile, plusieurs systèmes sont envisageables, selon le nombre d'États qui y participent, et ce qu'ils partagent (normes communes, répartition des personnes, redistribution des charges financières). À cet égard, les outils européens (règlement Dublin, relocalisation, directive «Protection temporaire») ont montré leurs limites.

Est ensuite analysé le phénomène de la sanctuarisation de l'espace commun d'asile, qui a pour objectif de partager les charges de l'accueil avec des pays tiers. Cette sanctuarisation doit toutefois respecter les principes de la convention de Genève : le non-refoulement et la non-pénalisation des entrées irrégulières. L'Union européenne répond à ce défi par les procédures d'asile à la frontière et l'intégration des questions d'asile dans l'action extérieure de l'UE – programmes de réinstallation, recherche de voies légales d'accès à l'asile dans l'UE, programmes nationaux ou régionaux de protection dans les pays tiers, ces dernières options pouvant soulever des difficultés si on les considère comme des alternatives, et non des compléments, à l'accueil des demandes d'asile spontanées en Europe.

Enfin, l'ouvrage présente le cas de l'extra-territorialisation de l'asile en Turquie, où la capacité de l'UE à influencer le système d'asile turc diminue parallèlement aux perspectives d'adhésion de ce pays à l'UE.

L'auteur conclut que le renforcement des frontières extérieures de l'Union rend l'espace européen de protection plus difficilement accessible. La relation de protection et de contrôle exercée par un État sur un individu, éventuellement hors du territoire de l'UE, au travers de systèmes d'information numériques et biométriques, fait du demandeur d'asile un objet de contrôle en réseau, mais aussi un sujet de droits en réseau, dont le statut méritait des recherches plus approfondies.

L'ouvrage, qui a reçu le prix *Le Monde* de la recherche universitaire 2016 et celui des Droits de l'homme de la ville de Lyon 2014, se fonde sur une analyse de l'Europe de l'asile close en septembre 2013. Le cadre proposé permet cependant d'éclairer utilement la crise actuelle du régime d'asile européen, et offre des pistes de réflexion précieuses pour les chercheurs et praticiens quant à la réforme de ce régime.

Corinne Balleix

DIE ALTERNATIVE FÜR DEUTSCHLAND. PROGRAMMATIK, ENTWICKLUNG UND POLITISCHE VERORTUNG

Alexander Häusler (dir.)

Wiesbaden, Springer Verlag, 2016,
256 pages

La naissance, en 2013, du parti Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne), sa montée en puissance dans les sondages et son entrée aux parlements de 10 des 16 Länder allemands (au 1^{er} février 2017) ont provoqué un intérêt très vif pour cette formation, d'autant que sa progression s'inscrivait évidemment dans le contexte des succès électoraux de partis dits « populistes de droite »

en Europe, le Brexit et la victoire de Trump. Sans parler de l'ombre omniprésente du III^e Reich. C'est donc à point nommé qu'un collectif de chercheurs allemands, spécialistes de l'extrême droite d'outre-Rhin, a réalisé une première étude d'ensemble, sous le titre : *L'Alternative pour l'Allemagne. Programme, évolution et positionnement politique*.

L'ouvrage retrace les origines de ce parti de 2013 jusqu'à l'éviction de son président-fondateur Bernd Lucke, en juillet 2015. Il ne prend donc pas en compte l'évolution des 18 derniers mois qui ont vu une poussée incontestable vers l'extrême droite de l'AfD ; mais les auteurs l'avaient prédite, comme en témoigne la conclusion du directeur de l'ouvrage Alexander Häusler.

Sa première partie est consacrée à la place de l'AfD dans le paysage politique allemand, et aux contradictions internes d'un parti qui prône à la fois un néolibéralisme souverainiste eurosceptique et un « populisme de droite » qui se dit « proche du peuple », et donc aussi de gauche... La deuxième partie propose une comparaison entre l'idéologie de l'AfD et celle des autres partis dits populistes en Europe, puis analyse les liens entre l'AfD et les partis d'extrême droite issus des pays membres de l'UE. La troisième partie de l'ouvrage analyse les idéaux fondamentaux de l'AfD au plan sociétal, tant en ce qui concerne le rôle de la femme dans la société allemande, que la position adoptée face aux minorités sexuelles, ou quant à certaines valeurs traditionnelles (famille, IVG). Dans une quatrième partie, les auteurs s'intéressent au phénomène PEGIDA (Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident), et aux liens multiples entre ce mouvement et l'AfD,

avant d'aborder les questions, devenues centrales depuis 2015, de l'islam, de l'immigration et des réfugiés. La cinquième partie s'ouvre au champ plus vaste de la nébuleuse d'extrême droite en Allemagne, et étudie les rapports entre l'AfD et la «Nouvelle Droite», avant d'analyser l'évolution interne du mouvement de jeunesse de l'AfD, la Junge Alternative, dont les acteurs, qui prendront des responsabilités au sein de l'AfD dans les années à venir, se positionnent d'ores et déjà à l'extrême droite du paysage politique allemand. Enfin, l'ouvrage accorde aussi une importance particulière à la place que l'AfD a à l'est de l'Allemagne, avec un chapitre consacré à l'AfD du Land de Brandebourg.

Voici donc un ouvrage, informatif et analytique, qui nous en apprend beaucoup sur ce nouveau parti. Et ce que l'on apprend n'est pas très rassurant.

Hans Stark

BOSNIA'S PARALYSED PEACE

Christopher Bennett

Londres, Hurst, 2016, 392 pages

L'ouvrage de Christopher Bennett n'est ni un énième constat fataliste sur la situation de blocage politique et économique du pays, ni un nouvel essai polémique à bon compte comme il en paraît trop souvent. Ce travail est non seulement minutieux, fin et éprouvé, résultat d'une approche critique aiguë et étayée, – en effet l'auteur connaît très bien le pays, notamment pour y avoir officié pour l'International Crisis Group puis comme Haut représentant adjoint en charge de la communication – mais il se double d'un second volet audacieux, sinon risqué,

et d'autant plus appréciable : il avance des propositions pratiques.

Sur le constat, difficile d'être novateur. L'auteur s'en tient aux faits, qu'il s'applique à remettre dans la perspective du passif politique du pays, en évitant tout travers déterministe. Le panorama est morose et, en l'état, inquiétant. Toutefois, l'acuité de l'analyse est appréciable et aide le lecteur à saisir l'ampleur des défis, ainsi que la dimension inextricable des paradoxes multiples qui président au fonctionnement de l'État bosnien – si tant est qu'il y en ait un – dans l'ère post-Dayton et avec un constat essentiel : la Bosnie n'est plus en guerre mais elle n'est pas en paix pour autant.

Tout chercheur s'étant penché sur le cas de la Bosnie-Herzégovine l'aura cruellement expérimenté : rien dans ce cas d'étude n'est anodin ou neutre, tout est sujet à caution et prête à interprétation. La tâche était d'autant plus ardue pour Christopher Bennett que ses fonctions passées l'ont amené à intervenir directement dans les situations qu'il propose d'analyser. Pourtant, le lecteur reconnaîtra que le travail critique ne cède pas au plaidoyer *pro domo*. S'il y a des signes épars d'une volonté d'expliquer, voire de défendre, l'action du Haut représentant, l'auteur fait montre d'un désir d'objectivité qui tient pourtant de la gageure, tant les enjeux sont sensibles et les intérêts entremêlés. Christopher Bennett ne revendique pas une neutralité infaillible, mais il propose une grille de lecture qu'il estime équilibrée, et qu'il met à profit pour en tirer des conclusions et nourrir le débat.

Là réside donc l'autre valeur ajoutée de cet ouvrage : il dépasse la seule sphère académique avec des propositions non consensuelles qui aspirent

à une transformation durable et, de l'aveu de beaucoup, souhaitable pour le fonctionnement constitutionnel et politique de la Bosnie-Herzégovine. Christopher Bennett invite à une approche enfin volontariste et pragmatique de la part de l'ensemble des acteurs qui ont façonné, mis en place puis perpétué la Bosnie de Dayton, leur enjoignant d'acter le dépassement d'un modèle qui n'avait pas vocation à durer. Comme il le rappelle, il y va de la stabilité d'une région au potentiel explosif que l'Europe a déjà éprouvé, et où les intérêts russes, européens et américains risquent encore de se heurter. Le changement doit être radical et passe par la fin des vœux pieux, des doubles jeux et une meilleure connaissance de la Bosnie. Cet ouvrage devrait largement y contribuer, pour tout lecteur aspirant à une vision large, complète et plutôt équilibrée d'une paix paralysée.

Thibault Bouterin

MOYEN-ORIENT

MONDE ARABE : LE GRAND CHAMBARDEMENT

Yves Aubin de La Messuzière
Paris, Plon, 2016, 216 pages

Le chaos du monde arabe et du Moyen-Orient interpelle. Comment en est-on arrivé là ? Qui est responsable d'une situation qui apparaît souvent hors contrôle ? Yves Aubin de La Messuzière, ancien directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères, et ancien ambassadeur notamment en Tunisie, aborde différentes questions

sur les printemps arabes, la tragédie syrienne, le djihadisme, le jeu de l'Arabie Saoudite, l'affrontement entre sunnites et chiites, la question palestinienne, en ne cachant pas que ce « chambardement » risque de perdurer.

Sans refaire l'histoire des printemps arabes et de leur échec, il rappelle que des signes avant-coureurs, relevés par des chercheurs comme par des diplomates, étaient apparus dans plusieurs pays, dont la Tunisie, l'Égypte et la Syrie. Certes ces révolutions, à l'exception de la Tunisie, n'ont pas réussi à déboucher sur des alternatives crédibles et ont conduit au chaos ou au retour des autocrates. Mais si elles ont échoué, une conscience de nature révolutionnaire n'en est pas moins apparue pour les jeunes générations, qui perdureront d'autant que demeurent les ingrédients expliquant leur irruption.

L'expansion du djihadisme plonge ses racines dans le salafisme, dont la forme la plus intolérante, le wahhabisme, a été propagée par l'Arabie Saoudite à travers la Ligue islamique mondiale ou l'université de Médine qui a accueilli des milliers d'étudiants en théologie ces dernières décennies. L'idéologie de l'État islamique (EI), comme celle des mouvements se réclamant d'Al-Qaïda, s'en inspire. Mais ces groupes djihadistes constituent maintenant une menace d'autant plus forte contre la stabilité du royaume des Saoud, que celui-ci connaît des fragilités structurelles, notamment une jeunesse nombreuse, sous-employée et sensible au radicalisme religieux.

L'antagonisme sunnite/chiite fait également l'objet de développements intéressants. Pour l'auteur, ce conflit est largement fabriqué. Certes, la fracture existe depuis des siècles et a été accentuée par la révolution iranienne et la

volonté de l'imam Khomeini de délégitimer la famille des Saoud et d'exporter sa révolution. Cependant, ce conflit «recouvre à l'évidence davantage de considérations de rivalités de puissances que d'antagonismes doctrinaux». En clair, Téhéran et Riyad s'affrontent par procuration sur plusieurs champs de bataille – Syrie, Liban, Yémen entre autres –, pour affirmer leur leadership sur le Moyen-Orient.

L'auteur évoque à plusieurs reprises la politique française, en termes souvent critiques, à propos de la Libye, de la Syrie ou de la question palestinienne. «Le renversement du régime de Kadhafi par une coalition occidentale à l'initiative de la France a provoqué... le même chaos qu'en Syrie.» Quant à la Syrie, l'auteur précise que «la double stigmatisation de Bachar Al-Assad et de Poutine ne saurait faire une politique».

Yves Aubin de La Messuzière nous propose un fil d'Ariane pour décrypter le «grand chambardement», et nous permet de mieux comprendre la réalité complexe d'une zone où les intérêts de puissance des acteurs, régionaux comme extérieurs, s'affrontent à partir d'objectifs opposés. Ce constat lucide ne rend guère optimiste pour l'avenir : les turbulences ne sont pas près de s'apaiser.

Denis Bauchard

**DR. SAOUD ET MISTER DJIHAD.
LA DIPLOMATIE RELIGIEUSE DE L'ARABIE
SAOUDITE**

Pierre Conesa
Paris, Robert Laffont, 2016,
304 pages

Le livre de Pierre Conesa aborde le sujet, peu traité en France, de la

diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite. Sa thèse s'affiche sur la couverture, où derrière le drapeau saoudien apparaît en ombre portée celui de l'État islamique (EI) : l'Arabie Saoudite, «régime théocratico-tribal» est responsable du développement des groupes djihadistes dont elle promeut l'idéologie. Elle contribue à la «salafisation du monde» à travers une diplomatie religieuse très active et bénéficiant d'une «manne illimitée». Cette politique résulte du «pacte du Nedj» conclu en 1744 entre la famille des Saoud et celle d'Abd Al-Wahhab, imam prônant un «islam vrai», prêché par les salafs, les compagnons du prophète. Ce pacte reste valide, la famille Al-Shaikh, qui descend d'Abd Al-Wahhab, occupant une place éminente dans l'Arabie Saoudite contemporaine.

Pour l'auteur, la diplomatie saoudienne appuie et finance généreusement la propagation du salafisme sous sa forme la plus rigoureuse et intolérante, à travers diverses institutions. La Ligue islamique mondiale est un de ces instruments, basée à La Mecque et présente dans de nombreux pays. Son action est multiforme : mise en place de tribunaux islamiques jugeant sur la base de la charia, création d'écoles coraniques, formation des imams. Un autre vecteur d'influence est l'université de Médine qui a formé depuis son origine près de 45 000 imams étrangers. L'Arabie Saoudite est ainsi le moteur de l'expansion du salafisme à travers le monde.

Outre les parentés idéologiques avec les groupes djihadistes, l'auteur souligne la part qu'a prise l'Arabie Saoudite à leur expansion en Afghanistan, en accord avec les États-Unis. Le fait que 15 des 19 djihadistes impliqués dans l'attaque du 11 Septembre aient

été saoudiens a conduit le Congrès à s'interroger sur les liens entre ces terroristes et Riyad. Des documents internes du Département d'État ou du Trésor incrimineraient des filières de financement venant des pays du Golfe, et particulièrement d'Arabie Saoudite.

Ce livre est clairement une mise en cause, souvent polémique, d'une Arabie Saoudite qui aurait contribué au développement du terrorisme djihadiste. Mais en Orient rien n'est simple. Si l'Arabie Saoudite joue un rôle incontestable dans l'expansion du fondamentalisme islamique, il serait pourtant hasardeux d'amalgamer salafisme et terrorisme. De fait, les djihadistes ont des parcours très différenciés. Certains ont une idéologie salafiste, d'autres ont été Frères musulmans, mais la plupart n'ont qu'une connaissance sommaire de l'islam. Au sein de l'EI, les anciens cadres du Baas irakien laïque jouent un rôle important. Par ailleurs, des circuits de financements « privés » existent à partir des pays du Golfe ou d'ailleurs, notamment de la part de riches mécènes qui considèrent que l'EI défend efficacement les sunnites contre les persécutions dont ils sont l'objet. Enfin, comme le note l'auteur, la politique saoudienne a évolué : menacé par l'EI, verbalement mais également à travers de nombreux attentats, le gouvernement saoudien s'est engagé dans la lutte contre le terrorisme, même si sa priorité reste la lutte par procuration contre l'Iran plutôt que contre l'État islamique ou Al-Qaïda.

Ce livre suscitera la controverse. Il peut contribuer à alimenter un débat qui est loin d'être clos sur les causes de l'expansion du terrorisme se réclamant de l'islam.

Denis Bauchard

ISRAËL ET SES COLOMBES.

ENQUÊTE SUR LE CAMP DE LA PAIX

Samy Cohen

Paris, Gallimard, 2016, 320 pages

Le judaïsme est une culture qui favorise le débat et n'aime guère le consensus. On ne s'étonnera donc pas qu'existe en Israël une société civile dynamique, dont une partie est engagée dans le « camp de la paix ». Ce camp est constitué d'une centaine d'organisations que Samy Cohen, directeur de recherche émérite à Sciences Po, énumère et catégorise savamment. Curieusement, avec *Israël et ses colombes*, Cohen accomplit un travail qu'aucun chercheur n'avait véritablement entrepris, y compris en Israël : un tour d'horizon complet, intelligent et fort lisible de ce camp de la paix, depuis la naissance de La Paix maintenant. Les bons et les mauvais moments sont évoqués, des grands espoirs suscités par le processus d'Oslo jusqu'à la situation actuelle, où aucune négociation ne point à l'horizon.

Samy Cohen analyse le déclin des organisations non gouvernementales (ONG) militant pour la paix, lesquelles ne parviennent plus aujourd'hui à mobiliser les masses et à organiser de grandes manifestations. Si le chercheur a raison de se focaliser sur le milieu associatif, on peut néanmoins se demander si le camp de la paix n'est composé que des activistes de cette nébuleuse, ou s'il faut y compter également les partis dont le programme aspire à la solution à deux États pour deux peuples, et surtout leurs électeurs. On doit aussi se demander si les réseaux sociaux n'ont pas, d'une certaine manière, remplacé les rassemblements traditionnels organisés place Rabin à Tel Aviv.

Les ONG agissant pour la paix et la coopération israélo-palestinienne, dont le travail courageux maintient une fragile flamme d'espoir et de bonne volonté, restent certes une composante importante de ce camp, mais ce n'est pas par elles que viendra le changement. Seul un nouveau leadership politique, du côté israélien comme du côté palestinien, permettra de mettre fin à l'interminable conflit par des moyens pacifiques. La gauche israélienne vit des jours difficiles. Plus que la radicalisation de la droite, c'est l'émergence du centre qui l'a affaibli. Tant que ce centre était celui d'Ehud Olmert et de Tzipi Livni, dévoués à la poursuite active de la solution à deux États, les conséquences étaient limitées. Mais actuellement, avec le parti Yesh Atid, dont le leader Yaïr Lapid, toujours fidèle à l'air du temps, a rejoint le chœur de ceux qui s'acharnent à délégitimer la gauche, le camp de la paix est plus que jamais sur la défensive. Alors que le débat public est de plus en plus intolérant et virulent, nombre d'ONG sont accusées de manquer de patriotisme par une opinion souvent déchaînée, par des politiques au discours populiste, et parfois même par la justice.

Pourtant, Cohen estime – sans doute à raison – que le déclin des colombes en Israël est loin d'être irréversible. « Ces guerriers de la paix ne militent pas "contre Israël", mais pour un "meilleur Israël" », dit-il en conclusion de son livre. Une majorité d'Israéliens soutient en effet l'idée d'une solution négociée basée sur le concept de deux États pour deux peuples. Leur repli résulte d'une désillusion face aux échecs répétés des tentatives de négociations, et face aux résultats désastreux du retrait de la bande de Gaza en 2005. Un renouvellement du leadership de la gauche et le ralliement du centre peuvent changer

radicalement le paysage politique et réveiller le camp de la paix de sa torpeur.

Daniel Shek

THE TWO-STATE DELUSION. ISRAEL AND PALESTINE: A TALE OF TWO NARRATIVES

Padraig O'Malley

New York, Viking, 2016, 512 pages

The Two-State Delusion s'interroge sur la pertinence d'une solution à deux États pour régler le conflit israélo-palestinien. Amorcée en 2010 par Padraig O'Malley, cette recherche avait pour objectif initial de tirer des leçons des négociations passées pour les appliquer lors de tentatives ultérieures. Sa conclusion est sans ambiguïté : non seulement la résolution du conflit à travers la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël ne convainc plus personne, mais elle est contreproductive.

Et pour cause : les obstacles qui s'y opposent n'ont cessé de se multiplier depuis le dernier quart de siècle. Ils sont de trois types. L'auteur explique tout d'abord (chapitres 1 et 2) que la persistance de la violence depuis le premier conflit israélo-arabe (1947-1949), et sa montée *crescendo* depuis le lancement des négociations d'Oslo (1993-1999), ont créé une situation de stress traumatique continu, qui a contribué à enfermer les deux populations dans des récits nationaux victimaires et irréciliables. Pire, ce processus aurait favorisé une forme d'addiction au conflit, au sens où la perpétuation du *statu quo* et la reproduction de modèles avérés seraient pour ces deux populations et leurs dirigeants plus rassurants que l'exploration d'autres pistes de résolution.

L'auteur analyse ensuite les obstacles liés au processus même de négociation (chapitres 3 et 4). C'est certainement une des parties les plus intéressantes de l'ouvrage. Fort de son expertise dans la résolution des conflits, il montre que les échecs des 17 tentatives de négociation ne sont pas seulement dus aux divergences à propos de ce que devrait être le futur État palestinien, à des conceptions différentes du processus de négociation, ou à des problèmes politiques plus ponctuels, mais qu'ils résultent également de la mauvaise préparation, organisation et gestion des procédures de négociation par les Israéliens, les Palestiniens et leurs parrains.

Enfin, dans les chapitres suivants, Padraig O'Malley souligne la nécessité de prendre en compte les évolutions politiques, économiques, sociales et culturelles majeures qui ont profondément transformé le contexte depuis le lancement du processus de négociation au début des années 1990. Il évoque successivement les nouveaux défis qui ont émergé avec la montée du Hamas, et les divisions politiques au sein de la société palestinienne (chapitre 5), la question du retour des réfugiés (chapitre 6), l'accélération et l'expansion de la colonisation israélienne dans les Territoires palestiniens occupés (chapitre 7), la dépendance de l'économie palestinienne à l'égard des bailleurs de fonds internationaux et d'Israël (chapitre 8), les transformations démographiques (chapitre 9), et enfin le processus de radicalisation des populations et leur perte de confiance dans la solution à deux États (chapitre 10 et *Afterword*).

Richement documentée, cette recherche s'appuie sur des sources très diversifiées, ainsi que sur un corpus d'interviews réalisées par l'auteur avec

plus d'une centaine de personnalités palestiniennes et israéliennes. Plutôt que d'apporter un éclairage véritablement nouveau sur la question, comme le laisse entendre la quatrième de couverture, ce livre offre un travail de synthèse des travaux déjà réalisés sur le conflit. Il confirme l'échec d'un projet que de nombreux universitaires, journalistes et politiques se sont efforcés de signaler déjà depuis la fin des années 1990.

Cédric Parizot